



Le Mécanisme Indépendant de Consultation et d'Investigation

Rapport Annuel 2014

Soutenabilité en action

L'équipe du MICI en 2014

Le travail et les réalisations du Mécanisme Indépendant de Consultation et d'Investigation sont le fruit des efforts de chacun de ses membres, et c'est ce que reflète le présent rapport.

- 
- ① Korinna Horta
 - ② Mario Epstein
 - ③ Victoria Márquez-Mees
 - ④ Mary Rose Brusewitz
 - ⑤ Eva Heiss
 - ⑥ Julio Patiño
 - ⑦ Arantxa Villanueva
 - ⑧ Ashley Morse
 - ⑨ Sylvia Walker
 - ⑩ Patricia Nuñez
 - ⑪ Rebeca García
 - ⑫ Sohany Flores
 - ⑬ Carolina Samur
 - ⑭ Nicholas Garver



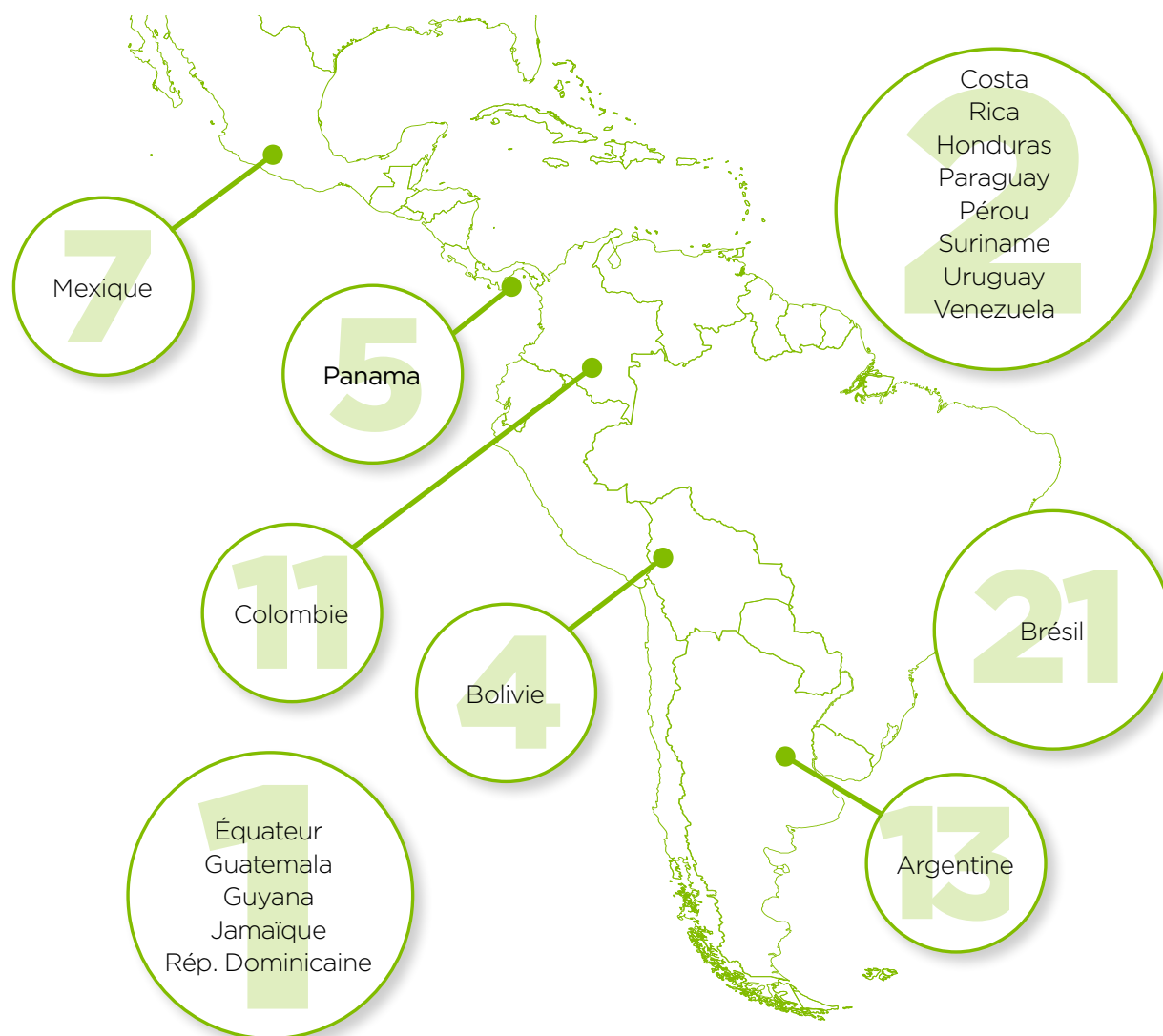
TABLE DES MATIÈRES

1. 2010 – 2014 LE POINT SUR CINQ ANS DE GESTION DES REQUÊTES DU MICI	1
2. 2014 – UNE NOUVELLE POLITIQUE POUR LE MÉCANISME INDÉPENDANT DE CONSULTATION ET D'INVESTIGATION	4
Les principales modifications	4
Comparaison des modifications les plus significatives par rapport à la Politique de 2010	9
3. 2014 – LE PORTEFEUILLE DE REQUÊTES ET SA GESTION	10
La gestion globale	10
Traitement des différents cas : Dossiers ouverts	16
Traitement des différents cas : Dossiers clos	24
4. 2014 - EN CONTACT	33
Activités d'extension et de formation	33
La Consultation Publique	34
5. PERSPECTIVES FUTURES : LE NOUVEAU MICI À PARTIR DE 2015	37
6. ANNEXES	46
Annexe 1. Évolution du Budget du MICI 2010-2014	46
Annexe 2. Requêtes reçues pendant la période d'application de la Politique de 2010	47


1 2010 – 2014 LE POINT SUR CINQ ANS DE GESTION DES REQUÊTES DU MICI

La fin de 2014 a marqué la fin d'un cycle pour le MICI, après près de cinq ans de fonctionnement, depuis sa création en février 2010 en vertu de la Politique adoptée à cette date, étant donné que l'année s'est terminée par l'adoption d'une nouvelle Politique et structure.

Au cours de ces cinq années (2010-2014), le Mécanisme a reçu un total de 83 requêtes émanant de 19 pays de la région.



Répartition géographique des requêtes reçues au cours de la période 2010-2014



Sur les 83 requêtes reçues, 29 ont été enregistrées : 11 ont été présentées par des groupes d'habitants affectés ; 8 par des particuliers à titre individuel ; cinq par des organisations de la société civile ; quatre par des groupes autochtones, et une où c'est une entreprise qui était affectée. Les plaintes étaient liées à des domaines différents mais portaient en particulier sur des impacts en matière d'environnement ou de santé (14) ; des impacts économiques (5) ; une combinaison d'impacts économiques et sociaux liés à des réinstallations involontaires et à l'expropriation de terres (4) ; des atteintes aux droits des peuples indigènes (3) ; et des dommages infligés au patrimoine culturel (2).

54 requêtes n'ont pas été enregistrées : 12 portaient sur des questions liées à des pratiques interdites, de fraudes, de corruption ou des processus d'appels d'offres ; pour 27 d'entre elles il n'y avait pas eu de contact préalable avec la Direction de la Banque ou uniquement pour lui demander des renseignements au sujet du projet ; pour 7 d'entre elles, aucune réponse n'a été reçue à la suite de la première communication ; et pour 7 autres, les requérants ont décidé de ne pas poursuivre le processus à ce stade. Enfin, l'une d'elles portait sur des activités de la Société Interaméricaine d'Investissement (SII) dont les activités ne sont pas encore couvertes par le MICI.

Au cours de cette période, pendant la Phase de Consultation, 14 requêtes ont été déclarées admissibles sur les 29 qui avaient été enregistrées, et pour six d'entre elles, les parties sont parvenues à un accord (42 %). À la fin de 2014, un processus de dialogue était encore ouvert et deux accords faisaient l'objet d'un suivi.

S'agissant de la Phase de Vérification de la Conformité, le Président du Panel a analysé à son tour 17 requêtes, et a déterminé que 10 d'entre elles étaient admissibles. Au cours de cette période, sept recommandations d'investigation ont été soumises au Conseil d'administration et cinq investigations ont été autorisées. En outre, le Panel a présenté une recommandation de ne pas mener d'investigation qui a également été approuvée par le Conseil. À la fin de 2014, trois investigations avaient conclu, deux étaient encore en cours.

Enfin, sur l'ensemble des 29 requêtes enregistrées, pour sept d'entre elles des processus de phase de consultation ou de vérification de la conformité la conformité n'ont pas été entamés, soit parce qu'elles avaient été déclarées inadmissibles pour la phase de consultation et les requérants ont décidé de mettre un terme au processus (3) ; soit parce qu'elles ont été jugées non admissibles pour les deux phases (4).

Lorsqu'on analyse le portefeuille des requêtes enregistrées, un certain nombre d'éléments ressortent clairement. Par exemple, même lorsque les personnes affectées n'ont pas connaissance des Politiques Opérationnelles de la Banque et par conséquent ne les mentionnent pas dans leurs plaintes (ce n'est que dans 6 des 29 requêtes enregistrées que sont mentionnées les Politiques Opérationnelles), elles sont en mesure de décrire en détail les impacts qu'elles subissent et les raisons qui les amènent à considérer que ces impacts se font sentir dans le domaine environnemental, social et économique. En général, les plaintes font état de l'incertitude qu'entraîne le manque

d'accès à des informations pertinentes ou les processus de consultation publique qui sont perçus comme non inclusifs et insuffisants, ce qui empêche une véritable participation de la population affectée. Naturellement, les projets impliquant des processus de réinstallation involontaire génèrent de grandes inquiétudes parmi les populations affectées, de même que ceux qui portent sur des projets d'infrastructure ayant un fort impact environnemental.

En ce qui concerne les Politiques Opérationnelles, on constate qu'au cours de la période analysée les Politiques de l'Environnement et de Respect des Sauvegardes (OP-703), la Réinstallation Involontaire (OP-710) et les Populations Autochtones (OP-765) sont celles qui sont le plus souvent invoquées dans les requêtes traitées par le MICI.

La période 2010-2014 a représenté une période d'apprentissage importante pour le traitement des requêtes pour le MICI grâce à laquelle il pourra entamer cette nouvelle étape avec des capacités accrues pour une gestion objective, efficace et transparente des requêtes, et pourra, dans le cadre de ses activités, favoriser la durabilité des opérations.

2014 – UNE NOUVELLE POLITIQUE POUR LE MÉCANISME INDÉPENDANT DE CONSULTATION ET D'INVESTIGATION

L'une des étapes les plus importantes de l'année 2014 a été l'adoption de la nouvelle Politique du MICI qui, après 18 mois de travail intense, a été approuvée par le Conseil d'Administration de la Banque le 17 décembre 2014 et qui est entrée en vigueur immédiatement après son adoption. Cette nouvelle Politique a doté le Mécanisme d'une nouvelle structure opérationnelle et a mis en place un processus révisé pour la réception et le traitement des requêtes qui représente une refonte organisationnelle en profondeur.

LES PRINCIPALES MODIFICATIONS

L'objectif ultime de cette révision était de s'assurer que le Mécanisme était bien organisé et disposait du personnel nécessaire pour répondre aux besoins actuels et futurs et qu'il serait doté de la structure, de la politique et des processus appropriés pour fonctionner efficacement. Le processus de révision de la Politique a été mené par le Conseil d'Administration avec l'appui de l'experte indépendante Lori Udall. Dans le cadre de cette révision, la consultante s'est attachée à identifier des options pour une structure plus efficace et efficiente dans le contexte de la BID, pour faire en sorte que les plaintes soient examinées et traitées efficacement et pour promouvoir une meilleure reddition de comptes, avec des résultats obtenus dans des délais raisonnables et de façon transparente.

Dans ce processus, la consultante a exploré les avantages et les inconvénients des aspects organisationnels suivants dans le contexte de la BID:

- 🍃 S'il fallait conserver la fonction de résolution des problèmes dans le cadre d'un bureau indépendant ou comme une fonction séparée sous la houlette de la Direction de la BID ; et
- 🍃 Si le bureau devrait être doté d'un panel permanent, d'un panel adapté à chaque dossier ou ne devrait pas avoir de panel du tout.

Une attention particulière a été accordée à l'analyse des avantages et inconvénients d'un accès large par rapport à un accès restreint.

Ce processus a nécessité des consultations directes avec les requérants, les Administrateurs, des membres de la Direction de la Banque et des organisations sœurs, ainsi qu'un processus de consultation publique en deux étapes auprès du public intéressé.

L'approbation de cette nouvelle Politique a permis de remédier à un certain nombre de faiblesses structurelles de la Politique précédente qui avaient déjà été détectées par l'équipe du MICI dans ses activités au quotidien et ratifiées dans le Rapport d'évaluation du fonctionnement du MICI qui a fait suite à l'évaluation du MICI réalisée par le Bureau de l'Evaluation et de la Surveillance (OVE) de la BID. Cette révision a cherché en particulier à renforcer l'efficacité du fonctionnement du Mécanisme en apportant des éclaircissements sur sa structure et ses objectifs, et en apportant des améliorations dans le processus afin d'éliminer les doublons, de donner plus de certitudes et de réduire les délais de traitement des requêtes.

La nouvelle Politique du MICI souligne l'importance que la Banque accorde à l'application du cadre des Politiques Opérationnelles qui la régit, puisqu'il est devenu l'objectif principal du bureau. Le MICI maintient également, dans le cadre de la nouvelle Politique, les éléments fondamentaux qui ont présidé à sa création en termes d'indépendance et de transparence. À cet égard, le MICI continue de faire rapport au Conseil d'Administration de la Banque et maintient son indépendance par rapport à la Direction de la Banque. Qui plus est, des éléments supplémentaires sont inclus dans la structure de gouvernance en vue de renforcer cette indépendance.

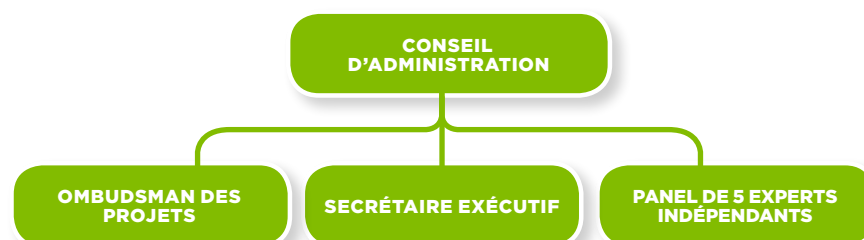
En termes de transparence, composante fondamentale de la reddition de comptes, le fonctionnement du MICI maintient un processus ouvert dans le respect de la Politique d'Accès à l'Information de la Banque (OP-102) et la renforce en clarifiant les obligations de divulgation des informations au cours des différentes étapes du processus.

Pour ce qui est des différents modes de traitement possibles, le MICI conserve deux processus pour le traitement des requêtes : la Phase de Consultation et la Phase de Vérification de la Conformité.

Structure de gouvernance

L'un des principaux changements par rapport à la Politique de 2010 porte sur la structure de gouvernance qui s'était révélée être la principale cause de mauvais fonctionnement du MICI.

La Politique de 2010 avait institué un bureau du MICI indépendant de la Direction et qui faisait rapport au Conseil d'Administration. Ce bureau a été conçu sous la forme d'un Secrétariat pour la gestion des deux processus en vertu desquels pouvait être traitée toute requête : Phase de Consultation et Phase de Vérification de la Conformité. Ces processus étaient indépendants l'un de l'autre. En termes de ressources humaines, comme le montre le graphique ci-dessous, le bureau du MICI était composé de sept fonctionnaires sélectionnés par le Conseil d'Administration et qui faisaient rapport à cet organe individuellement.



- le Secrétaire Exécutif responsable fiduciaire et administratif du Mécanisme et de la relation institutionnelle du MICI avec ses différents interlocuteurs ;
- l'Ombudsman des projets chargé de la Phase de Consultation et ;
- un panel de 5 experts indépendants chargés de la Phase de Vérification de la Conformité, l'un d'eux occupant la fonction de Président de ce Panel.

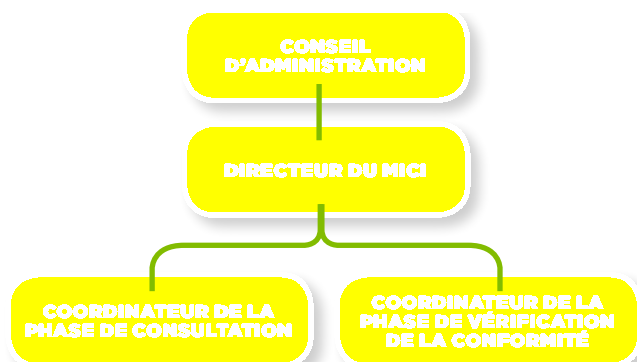
La Politique de 2010 ne prévoyait aucun mécanisme de rapport ni de supervision entre ces responsables, et chaque phase était gérée indépendamment par le responsable de la phase en question.

En outre, il existait des incohérences entre les dispositions du document de Politique et les termes de référence révisés pour les fonctions de Secrétaire Exécutif et du Panel.

De ce fait, le fonctionnement au quotidien était celui de trois bureaux que seul réunissait l'espace dans lequel ils menaient leurs activités et qui connaissaient continuellement des problèmes de coordination, d'interprétation et de gestion qui avaient une incidence sur le fonctionnement du Mécanisme et sur ses résultats.

À cet égard, la nouvelle Politique conserve au sein du bureau du MICI les deux processus initialement prévus (Phase de Consultation et Phase de Vérification de la Conformité), mais elle a supprimé le concept de Secrétariat et tous les postes initialement prévus dans la Politique de 2010.

La nouvelle Politique introduit une structure verticale (voir le graphique ci-dessous) où le Directeur du MICI est un fonctionnaire sélectionné par le Conseil d'Administration auquel il fait directement rapport. Ce fonctionnaire est responsable en dernière analyse du fonctionnement du Mécanisme et il délègue à deux fonctionnaires, appelés Coordinateurs, la gestion des Phases de Consultation et de Vérification de la Conformité. Les personnes qui occupent ces postes sont sélectionnées par le Directeur du MICI auxquels ils font directement rapport. Il est important de noter que la nouvelle Politique comprend des dispositions sur l'éligibilité des candidats pour ces postes, ainsi que sur les conditions d'emploi ultérieur au sein de la Banque, garantissant ainsi l'indépendance du bureau.



En outre, la nouvelle Politique prévoit la création d'un fichier d'experts pour aider le Coordinateur de la Phase de Vérification de la Conformité dans le cadre des investigations à la place du Panel d'experts. Par ailleurs, cette structure prévoit aussi une équipe opérationnelle et administrative qui assumera une grande partie de la gestion quotidienne.

Objectifs du MICI

Afin de clarifier le mandat du bureau et de donner des orientations pour son fonctionnement, la nouvelle Politique comprend une section sur les objectifs qui mettent l'accent sur trois éléments : l'application des Politiques Opérationnelles, le rapport au Conseil d'Administration et le caractère d'instance de dernier recours.

Domaine de travail du MICI

La nouvelle Politique stipule que le MICI ne traitera les requêtes qu'une fois que le financement des opérations aura été approuvé. Pour les plaintes relatives à des opérations encore en cours de préparation, la Politique précise les responsabilités de la Direction. En particulier, elle stipule l'obligation d'informer le Conseil d'Administration des plaintes et de toute mesure prise à cet égard au moment de demander l'approbation de l'opération.

Au sujet de la Requête

La nouvelle Politique vise à clarifier le contenu minimal que les requêtes doivent comprendre au moment d'être soumises pour examen. Par ailleurs, dans le fonctionnement du Mécanisme, l'accent est mis sur les personnes potentiellement affectées dans la mesure où il est précisé que la requête devra être présentée par deux personnes ou plus qui se considèrent affectées par l'opération.

Admission et enregistrement de la Requête

Pour éliminer l'ambiguïté de la Politique précédente et donner plus de transparence au traitement des requêtes au moment de leur présentation, la nouvelle stratégie précise le processus à suivre durant les cinq premiers jours ouvrables suivant la réception de la requête, y compris l'obligation de rendre compte sur les décisions prises à ce stade et le résultat de ces décisions.

Admissibilité des Requêtes

La Politique de 2010 prévoyait deux processus d'admissibilité, l'un pour la Phase de Consultation, responsabilité incombant à l'Ombudsman des projets, et l'autre pour la Phase de Vérification de la Conformité, responsabilité incombant au Président du Panel. Même si les critères d'admissibilité étaient pratiquement identiques dans les deux cas, des divergences sur le plan des résultats se faisaient jour en raison de différences d'interprétation de chacun des responsables. En outre, cette admissibilité par phase générerait de grandes inefficacités compte tenu des processus qui faisaient double emploi.

C'est pourquoi la nouvelle Politique définit un processus unique de recevabilité dont le Directeur du MICI est responsable, en consultation avec les Coordinateurs de la Phase. Ce processus s'appuie également sur des contributions plus importantes qu'auparavant, puisqu'elle exige une contribution formelle de la Direction concernant les approches présentées et permet de réaliser une mission sur le site du projet avant de se prononcer.



Séquence des Phases

La Politique de 2010 définissait un traitement séquentiel des requêtes et, de ce fait, toute requête enregistrée passait obligatoirement par la Phase de Consultation puis par la Phase de Vérification de la Conformité si les requérants le souhaitaient. Cet obstacle bureaucratique ajoutait des coûts inutiles en termes de gestion et de temps qui ont été éliminés dans le cadre de la nouvelle Politique puisqu'il est désormais possible d'accéder directement à la Phase de Vérification de la Conformité, si c'est ce que souhaitent les requérants. Dans les cas où les requérants souhaitent passer par les deux phases, le processus maintient la séquence initiale en commençant par la Phase de Consultation, et si cette phase aboutit à un accord, le processus est considéré comme achevé une fois les conditions de l'accord remplies.

En outre, la nouvelle Politique exige des requérants qu'ils précisent au moment de soumettre la requête s'ils souhaitent une phase ou les deux, éliminant ainsi la possibilité de le faire une fois le processus MICI entamé.

Phase de Consultation

Dans la nouvelle Politique, la Phase de Consultation porte désormais sur les préoccupations qui sont liées au non-respect potentiel des Politiques Opérationnelles et c'est pourquoi il est prévu que la Direction de la Banque participe activement aux processus de consultation.

Phase de Vérification de la Conformité

Au cours de cette phase, la définition de délais et la mise en place d'une structure interne plus robuste sont les principales améliorations de la nouvelle Politique. Le Coordinateur de la Phase de Vérification de la Conformité est un employé à temps plein qui occupe la fonction de Président du Panel pour toutes les investigations approuvées. Dans le cadre de chaque investigation, il est assisté de deux experts choisis sur la Liste d'experts et dont les services sont retenus sur une base ad hoc pour chaque investigation.

Délais

La longue durée du processus MICI pour toutes les Requêtes, ainsi que la possibilité d'une prorogation illimitée de la part des responsables de chacune des phases, a été un sujet de spéciale préoccupation évoqué par les différentes parties du MICI durant le processus de révision. En réponse, cette nouvelle Politique intègre des échéances pour chacune des étapes et toute prorogation requiert la non-objection du Conseil d'Administration. Cela vise à renforcer le caractère opportun du processus et à réduire l'investissement de temps de toutes les parties prenantes.

COMPARAISON DES MODIFICATIONS LES PLUS SIGNIFICATIVES PAR RAPPORT À LA POLITIQUE DE 2010

DOMAINE	POLITIQUE POUR LA CRÉATION DU MÉCANISME INDÉPENDANT DE CONSULTATION ET D'INVESTIGATION (Approuvée en février 2010)	POLITIQUE DU MÉCANISME INDÉPENDANT DE CONSULTATION ET D'INVESTIGATION (Approuvée en décembre 2014)
Champ	Requêtes ayant trait à des opérations pour lesquelles le processus d'approbation a été entamé à partir de la lettre définissant le mandat ou de la publication du numéro du projet.	Requêtes ayant trait à des opérations approuvées par le Conseil d'administration, le Comité des donateurs ou le Président.
Requête	Requérant : Une ou plusieurs personnes, organisations ou entités. Contenu : non défini dans le cadre de la Politique.	Requérants : Deux ou plusieurs personnes qui se considèrent comme directement affectées. Contenu : défini dans le cadre de la Politique.
Admissibilité	Deux possibilités d'admissibilité : Phase de Consultation et Phase de Vérification de la Conformité. La contribution de la Direction n'est pas prise en compte. Possibilité de suspendre le processus accordée à la discrétion de l'Ombudsman des projets ou du Président du Panel. Aucune mission pour vérifier l'admissibilité n'est prévue. Responsables de l'admissibilité: Ombudsman des projets, Président du Panel.	Une possibilité d'admissibilité unique. La contribution de la Direction est prise en compte. Possibilité de suspendre le processus d'admissibilité uniquement si la Direction dispose d'un plan d'action et d'un calendrier. Une mission pour vérifier l'admissibilité est prévue. Responsable de l'admissibilité : Directeur du MICI appuyé par les Coordinateurs.
Phases	Processus séquentiel obligatoire dans tous les cas en commençant par la Phase de Consultation. Les requérants pouvaient faire connaître à tout moment au cours de la Phase de Consultation leur décision de passer par la Phase de Vérification de la Conformité	Processus séquentiel uniquement lorsque les deux phases sont demandées et, dans ce cas, le processus commence par la Phase de Consultation. Les requérants doivent indiquer au début du processus s'ils veulent les deux phases.
Délais	Peu de délais stipulés dans la Politique. L'Ombudsman et le Président du Panel définissent les prorogations.	Échéances définies tout au long du processus. Les prorogations doivent faire l'objet de la non-objection du Conseil d'Administration.
Phase de Consultation	Responsable : Ombudsman des projets. Parties définies par l'Ombudsman des projets. Il n'existe pas obligatoirement un lien avec le non-respect des politiques. Étape de dialogue sans limite de temps.	Responsable : le Coordinateur de la Phase de Consultation sous la supervision du Directeur du MICI. Parties définies dans la Politique, et la Direction participe au processus. Le processus de la Phase de Consultation est directement lié au non-respect potentiel des Politiques Opérationnelles. Étape de dialogue limitée à 12 mois à partir de la publication du Rapport d'Évaluation.
Phase de Vérification de la Conformité	Structure composée d'un Panel fixe de cinq membres, dont l'un occupe les fonctions de Président du Panel. Les termes de référence sont préparés par un panel de 3 membres qui effectueront l'investigation en cas d'approbation. Il n'y a pas de limites de temps pour la préparation des termes de référence ni pour l'investigation. Le suivi du MICI pour le Plan d'Action n'est possible que si le Conseil d'Administration le demande.	Structure composée d'un Coordinateur de la Phase de Vérification de la Conformité sous la supervision du Directeur du MICI. Création d'une Liste d'experts. Les termes de référence sont préparés par le Coordinateur de la phase sous la supervision du Directeur du MICI. Si l'investigation est approuvée, le Panel de l'Investigation est constitué par le Coordinateur qui occupe la fonction de Président du Panel et de deux experts choisis sur la Liste d'experts dont les services sont retenus sur une base ad hoc. Le MICI est consulté pour la préparation du Plan d'Action et il est responsable de son suivi.

2014 – LE PORTEFEUILLE DE REQUÊTES ET SA GESTION

LA GESTION GLOBALE

L'année 2014 a commencé pour le MICI avec 10 requêtes en gestion active transférées des années précédentes. En outre, au cours de l'année, sept nouvelles requêtes ont été reçues. À la fin de décembre 2014, il ne restait que sept requêtes actives : trois dans la Phase de Consultation et quatre dans la Phase de Vérification de la Conformité. Voici un bref résumé des résultats globaux de la gestion à chaque étape.

Admission

Au cours de l'année, le MICI a reçu sept nouvelles requêtes, dont quatre ont été enregistrées et transférées à la Phase de Consultation ; les trois autres n'ont pas été enregistrées. Le tableau 1 présente en détail le traitement de ces requêtes.

Tableau 1. Traitement des requêtes soumises en 2014

Requêtes soumises	
7 Requêtes reçues	4 enregistrées et transférées à la Phase de Consultation
	3 non enregistrées :
	2 transférées à d'autres services de la Banque
	1 ne comprenait pas les informations suffisantes pour être enregistrée

Phase de Consultation

Dix demandes ont été traitées dans la Phase de Consultation : six étaient transférées des années précédentes et quatre étaient nouvelles. Parmi celles-ci, trois étaient encore actives dans le portefeuille à la fin de l'année et sept ont été closes. Les détails du traitement de ces requêtes sont présentés au tableau 2.

Tableau 2. Traitement des requêtes dans la Phase de Consultation 2014

Phase de Consultation (4 nouvelles requêtes + 6 transférées des années précédentes)	
10 Requêtes traitées dans la Phase de Consultation	3 requêtes ouvertes : 1 dans le processus de dialogue 2 dans le suivi des accords
	7 requêtes closes : 1 déclarée non admissible et close 1 dialogue terminé et requête transférée à la Phase de Vérification de la Conformité 5 déclarées non admissible et transférées à la Phase de Vérification de la Conformité

Phase de Vérification de la Conformité

Dans la Phase de Vérification de la Conformité, 10 requêtes ont été traitées : quatre étaient transférées des années précédentes et six ont été transférées de la Phase de Consultation en 2014. À la fin de l'année, le portefeuille comprenait quatre requêtes actives ; les six autres avaient été closes. Les détails du traitement de ces requêtes sont présentés dans le tableau 3 ci-dessous.

Tableau 3. Traitement des requêtes dans la phase de vérification de la conformité

Phase de Vérification de la Conformité (6 transférées en 2014 + 4 transférées des années précédentes)	
10 Requêtes traitées dans la Phase de Vérification de la Conformité	4 requêtes ouvertes : 2 en cours d'investigation 2 en phase de préparation des termes de référence
	6 requêtes closes : 4 déclarées non recevables 1 recommandation de ne pas réaliser l'investigation - approuvée par le Conseil d'Administration 1 recommandation de mener à bien l'investigation - non approuvée par le Conseil d'Administration

Les sections suivantes présentent des détails sur la gestion au cours de 2014 de chacune des requêtes du portefeuille au cours de cette période, et toutes les requêtes enregistrées peuvent être suivies dans le Registre Public du MICI (www.iadb.org/mici).

HISTOIRES DE RÉUSSITES





CRÉATION DE VALEUR AJOUTÉE

Dans un secteur avec peu d'habitants et quelques habitations isolées à Entre Rios (Argentine) est réalisée la construction d'une Centrale de Transformation d'Énergie (ET) afin d'accroître la capacité de fourniture d'énergie dans la région.

Autour du site du projet, des espaces naturels jouxtent des champs cultivés, propriété dans certains cas d'habitants d'El Brete. Depuis des années, ces habitants vivent et développent leurs activités de subsistance dans ce cadre naturel, et lorsqu'ils ont été informés des impacts visuels et environnementaux générés par l'installation ET ils se sont beaucoup inquiétés.

C'est pourquoi, en 2010, ils décident de déposer une requête auprès du MICI comprenant des allégations liées à des impacts sociaux et environnementaux potentiels qui pourraient résulter de la construction et de l'exploitation de la centrale ET à Entre Rios. Par le biais de la Phase de Consultation du MICI, à la fin de 2012, les parties sont parvenues à un accord et actuellement le MICI assure le suivi du respect de cet accord.

En novembre 2014, au cours d'une visite de suivi, le MICI a pu constater directement que les parties demeurent engagées et ouvertes à la communication. Le MICI a constaté que les représentants d'ENERSA (agence d'exécution du projet) étaient un groupe de professionnels déterminés à respecter les engagements pris dans le cadre du dialogue. Il ne faisait aucun doute que le groupe de résidents ne s'inquiétait pas seulement de sa propre situation, mais aussi du bien-être général de la communauté et de la protection de l'environnement.

Au cours du dialogue, ENERSA a pu connaître et comprendre la perspective des habitants qui vivaient à proximité de l'ET et cette expérience lui a donné une plus grande capacité d'interaction avec la communauté. Dans ce cas précis, ENERSA met en œuvre des mesures d'atténuation de l'impact visuel qui ont fait l'objet d'un accord et qu'elle prévoit d'utiliser dans d'autres projets. Par ailleurs, tant le processus de dialogue que la mise en œuvre d'un plan de participation citoyenne ont généré des processus internes d'apprentissage pour les deux parties et ont servi à ENERSA dans sa relation avec les autres résidents.

HISTOIRES DE RÉUSSITES





UN DIALOGUE QUI PORTE SES FRUITS

En juin 2011, le MICI a reçu une Requête de la Centrale des Mouvements Populaires (CMP), qui représente un groupe de familles qui se disaient affectées par l'un des projets du Programme d'Amélioration des quartiers Habitar Brasil. Ce projet a été exécuté dans la municipalité de São José dos Campos, État de São Paulo, au Brésil et comprenait la réinstallation des familles à la suite de la réorganisation du quartier. D'après la Sequête, cette réinstallation aurait généré une série d'impacts sociaux négatifs pour les personnes vivant, entre autres, dans la localité de Vila Nova Tatetuba.

En particulier, certaines familles auraient jugé que la seule proposition faite ne satisfaisait pas aux conditions minimales prévues stipulées dans la Politique de Réinstallation Involontaire de la BID (OP-710) et par conséquent avaient décidé de ne pas l'accepter. En janvier 2004, elles ont été expulsées de leur logement et depuis lors, elles vivent dans un vieux dépôt ferroviaire abandonné.

Dix ans après avoir été obligées de quitter leur logement et après un processus de dialogue de plus de deux ans facilité par le MICI, les requérants, parmi lesquels se trouvaient notamment des femmes chefs de famille, ont signé un accord avec les autorités municipales. La fête ce jour-là témoignait bien de la bonne volonté et des bonnes dispositions de chacun des participants dans le processus de dialogue.

L'accord prévoit la construction de 28 maisons individuelles à la charge de l'administration municipale, dans un quartier central, ce qui assurera l'accès des familles aux services publics, y compris aux centres de santé, aux garderies et aux écoles ; ainsi qu'à leur travail et à leurs activités sociales.

Le déménagement dans ces nouvelles maisons constituera un changement majeur dans la vie des familles, qui, après avoir vécu pendant plus d'une décennie dans des conditions précaires dans le dépôt ferroviaire, auront enfin leur propre maison. Les enfants et les jeunes, dont beaucoup sont nés et ont passé leur enfance dans le hangar, pourront enfin se développer dans un environnement décent et sûr.

Même si l'accord représente une avancée majeure, le véritable succès réside dans sa mise en œuvre intégrale. L'histoire ne se termine pas en 2014, et le travail du MICI non plus. En effet, celui-ci continuera à assurer un suivi jusqu'à ce que les familles s'installent dans leurs nouvelles maisons.

TRAITEMENT DES DIFFÉRENTS CAS : DOSSIERS OUVERTS

7 cas traités en 2014 restent ouverts à la fin de l'année.



Programme en plusieurs phases pour le développement des infrastructures : appui à la production d'Entre Ríos (1914/OC-AR)

Pays : **ARGENTINE**

Statut : **OUVERT**

Catégorie environnementale : **B**

Phase : **CONSULTATION**

Calendrier et documents publics du dossier : **REGISTRE PUBLIC AR-MICI001-2010**

LE PROJET. Cette opération de prêt avec garantie souveraine, approuvée en novembre 2007 pour un montant de 100 millions USD, vise à soutenir le développement des infrastructures de base pour appuyer le secteur de la production dans la province de Entre Ríos, Argentine. La première phase se concentre sur les composantes de transport et d'électricité pour accroître l'interconnectivité régionale et assurer la disponibilité d'électricité dans les zones d'expansion de l'industrie agro-alimentaire. La composante électricité prévoit la construction de la sous-station électrique « Gran Paraná » de 500-132 kW visée dans la requête.

LA REQUÊTE. M. Pablo Folonier et d'autres membres de sa famille ont déposé une requête invoquant des dommages environnementaux et sociaux potentiels résultant de la construction et de l'exploitation de la centrale électrique. Au nombre de leurs préoccupations, ils citent notamment : (i) une procédure en bonne et due forme n'a pas été suivie au moment d'exproprier la famille de cette propriété qui lui appartenait pour y construire la centrale ; (ii) l'absence de mesures de protection ou d'atténuation aux alentours de la propriété située à proximité d'une zone riveraine de montagnes et de collines, déclarées zone de valeur et d'intérêt pour la ville de Paraná ; (iii) un impact économique pour le requérant et d'autres voisins compte tenu de l'impact sur l'agriculture locale que pourrait avoir l'emplacement de la centrale ; (iv) le manque d'accès à l'information concernant le projet et sa portée.

LE PROCESSUS DE GESTION. La requête, reçue en juin 2010, a été déclarée admissible et a été traitée dans la Phase de Consultation au cours de laquelle, après un processus de dialogue, les parties ont signé un accord en décembre 2012. Cet accord comprenait des mesures d'atténuation de l'impact visuel de la station de transformation et l'élaboration d'un plan de participation citoyenne. Le processus de suivi des accords a commencé en 2013, année où le MICI a publié le premier rapport de suivi.

Le deuxième rapport de suivi, publié en avril 2014, présente un résumé des progrès réalisés en ce qui concerne l'approbation et la mise en œuvre du plan de participation citoyenne et les activités qui dépendent du démarrage de la construction de la station de transformation. Une visite du MICI sur le site du projet en novembre 2014 a permis de constater que ces progrès se poursuivaient.

Programme de drainage dans les municipalités de La Paz et El Alto (2440/BL-BO)Pays : **BOLIVIE**Statut : **OUVERT**Catégorie environnementale : **B**Phase : **VÉRIFICATION DE LA CONFORMITÉ**Calendrier et documents publics du dossier : **REGISTRE PUBLIC MICI-BO-2014-079**

LE PROJET. Cette opération de prêt avec garantie souveraine, approuvée en novembre 2010 pour un montant de 30 millions USD, a été élaborée en vue de contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des habitants des municipalités de La Paz et El Alto, en réduisant les dommages humains et matériels causés par des événements géo-hydrométéorologiques extrêmes en entreprenant des travaux et des actions complémentaires pour améliorer le système de drainage pluvial de La Paz et El Alto, ainsi que sa gestion.

LA REQUÊTE. Le Requêteur, qui a demandé à ce que son identité reste confidentielle par peur des représailles, indique avoir subi des dommages économiques directement liés à l'un des chantiers faisant partie de cette opération. Parmi les allégations, le Requêteur indique que les informations données aux résidents étaient limitées et imprécises quant à la durée des travaux, ce qui avait occasionné des impacts négatifs pour les affaires dans cette zone. Il indique également que les consultations publiques n'ont pas été menées comme il se devait.

LE PROCESSUS DE GESTION. La Requête a été reçue en mars 2014 et elle a été déclarée non admissible par le Comité de Détermination de l'Admissibilité de la Phase de Consultation en juillet 2014, après une période de suspension du processus d'admissibilité de la Phase de Consultation afin que le Requêteur et la Direction de la Banque puissent prendre contact pour discuter des questions figurant dans la requête. La détermination d'admissibilité était due au fait que le requérant n'avait pas souhaité participer au processus de la Phase de Consultation.

À la demande de celui-ci, la requête a été transférée à la Phase de Vérification de la Conformité et a été déclarée admissible en septembre 2014. Le processus en est maintenant à l'étape de préparation d'une recommandation afin de procéder à une Vérification de la Conformité et de rédiger les termes de référence s'y rapportant.

Programme d'amélioration des quartiers Habitar Brasil (1126-OC-BR)

Pays : **BRÉSIL**

Statut : **OUVERT**

Catégorie environnementale : **NON DISPONIBLE**

Phase: **CONSULTATION**

Calendrier et documents publics du dossier : **REGISTRE PUBLIC BR-MIC1004-2011**

LE PROJET. Il s'agit d'une opération de prêt avec garantie souveraine, approuvée en 1998 pour un montant de 250 millions USD, à l'appui d'un programme devant être mis en œuvre par la Préfecture de São José dos Campos. Ce programme vise à améliorer la qualité de vie de familles disposant de ressources limitées dans les régions métropolitaines par le biais de projets intégrés d'amélioration des quartiers qui recouvrent l'éducation, la santé et l'assainissement, la collecte des déchets solides et l'amélioration de l'environnement.

LA REQUÊTE. La Centrale des Mouvements Populaires a soumis la Requête au nom d'un groupe de familles du bidonville de Vila Nova Tatetuba à São José dos Campos qui allaient être réinstallées dans le cadre du Programme Habitar et qui n'acceptaient pas la solution proposée pour la réinstallation en raison des impacts économiques et sociaux que le nouvel emplacement proposé pourrait avoir sur leurs conditions de vie. Depuis janvier 2004, ces familles occupent un dépôt ferroviaire abandonné où les conditions de vie sont précaires. En outre, au moment de leur expulsion, les familles ont subi la perte de leur mobilier et exigeaient de ce fait des compensations économiques.

LE PROCESSUS DE GESTION. La Requête a été reçue en juin 2011 et elle a été déclarée admissible pour la Phase de Consultation en août de la même année. Une des actions clés du processus a consisté à identifier des alternatives plus viables qui permettraient de répondre aux préoccupations des requérants d'une manière efficace. C'est ainsi qu'à la fin de mai 2014, le dialogue s'est achevé avec la signature d'un accord entre la Préfecture de São José dos Campos et les familles qui vivaient à l'origine dans le bidonville de Vila Tatetuba. En vertu de cet accord, la Préfecture de São José dos Campos s'engageait à construire des maisons dans un quartier central pour y installer les familles requérantes. À la demande des parties, le MICI a été chargé d'assurer le suivi du respect des termes de l'accord.

Dans les mois qui ont suivi la signature de l'accord, les parties ont informé le MICI que six des actions prévues avaient été mises en œuvre ou étaient en cours d'exécution. Il s'agissait notamment des progrès dans les activités de préparation pour la construction de maisons qui comprennent la négociation pour libérer la zone de construction, et l'élaboration de la documentation nécessaire pour obtenir le permis de construire des logements.

Programme de développement de la structure urbaine de São José dos Campos (2323/OC-BR)

Pays : **BRÉSIL**

Catégorie environnementale : **B**

Statut : **OUVERT**

Phase: **CONSULTATION**

Calendrier et documents publics du dossier : **REGISTRE PUBLIC BR-MICI006-2011**

LE PROJET. Cette opération de prêt avec garantie souveraine a été approuvée en mai 2010 pour un montant de 85,67 millions USD, avec pour objectif de contribuer au développement durable de la municipalité de São José dos Campos, en cherchant à parvenir à un meilleur équilibre entre les aspects économiques, environnementaux et sociaux grâce à l'amélioration et à la consolidation de la structure physique et de la gestion urbaine de la municipalité. Ce programme s'articule en trois volets : (i) des améliorations urbano-environnementales ; (ii) des améliorations de la mobilité urbaine et (iii) le renforcement institutionnel. Dans le premier volet, le programme comprend la réinstallation des familles qui occupent des zones de protection de l'environnement et vivent en situation de risque.

LA REQUÊTE. L'organisation Central de Movimentos Populares de São José dos Campos a déposé une requête au nom de la centaine de familles vivant dans la collectivité de Jardim Nova Esperança (également connue sous le nom de Banhado), qui font valoir que certains éléments du programme, en particulier ce qui concerne la réinstallation des familles et la construction d'une route à proximité de l'emplacement actuel de la communauté auraient des effets socioenvironnementaux négatifs potentiels. Ces familles affirment en outre qu'elles n'ont pas été dûment informées sur le projet et les conditions de réinstallation involontaire.

LE PROCESSUS DE GESTION. La Requête a été reçue en juin 2011 et a été déclarée admissible pour la Phase de Consultation. En 2012, après avoir défini un programme commun pour commencer le processus de dialogue, les parties ont indiqué leur volonté de le démarrer une fois que le processus de dialogue de Habitar serait achevé. Au cours du dialogue de Habitar, le MICI a continué de gérer certains aspects du processus de São José dos Campos. Par la suite, en raison des élections municipales, le processus a été suspendu, et il a repris en 2013 lorsque la nouvelle administration municipale a confirmé sa volonté de poursuivre la préparation de ce processus.

Dans le cadre de ce dialogue, les parties ont compris la nécessité de réaliser un cadastre socioéconomique de Banhado pour élaborer un plan de réinstallation, ce qui a été fait avec succès en janvier 2014. Sur la base de ce cadastre, l'administration municipale, avec l'appui d'un consultant social, a travaillé sur l'élaboration d'un plan de réinstallation préliminaire qui devrait faire l'objet de consultations avec les familles. En février 2014, le dialogue entre les parties a connu quelques difficultés et c'est pourquoi le MICI a demandé aux requérants d'entériner leur volonté de poursuivre ce dialogue. Vers la fin de l'année tant les requérants et que les Autorités municipales ont exprimé officiellement leur décision de poursuivre le processus.

Aéroport International El Dorado (2477A/OC-CO)

Pays : **COLOMBIE**

Statut : **OUVERT**

Catégorie environnementale : **B**

Phase: **VÉRIFICATION DE LA CONFORMITÉ**

Calendrier et documents publics du dossier : **REGISTRE PUBLIC CO-MIC1002-2011**

LE PROJET. Il s'agit d'une opération de prêt sans garantie souveraine octroyé à la Sociedad Concesionaria Operadora Aeroportuaria Internacional, S.A. (OPAIN), approuvée en décembre 2010 pour un montant de 165 millions USD et qui vise à moderniser et agrandir l'aéroport El Dorado de Bogota, Colombie. L'investissement comprend la construction d'un nouveau terminal pour les passagers internationaux, nationaux et régionaux, une nouvelle infrastructure de chargement et un nouveau bâtiment administratif pour l'aéronautique civile de Colombie. Il comprend également la construction d'une nouvelle tour de contrôle, d'une nouvelle caserne de pompiers et l'expansion de l'aire de stationnement des aéronefs. Les travaux visent à accroître la capacité et à rationaliser les opérations de l'aéroport, en réduisant les retards, la consommation de carburant et les coûts de maintenance. On espère aussi améliorer les services aux passagers, aux compagnies aériennes et aux clients de transport de fret en renforçant les niveaux de sécurité.

LA REQUÊTE. Mme Gloria Cecilia Molina Villamarín a déposé une Requête au nom des Comunidades Unidas Macroproyecto Aeropuerto El Dorado. Cette Requête identifie un certain nombre de préoccupations de la communauté sur des questions incluses dans l'étude d'impact environnemental concernant la pollution de l'eau, la gestion des déchets dangereux, les niveaux élevés de bruit et la gestion sociale par OPAIN dans la communauté. Elle exprime également des préoccupations relatives au manque d'information et à l'absence de réponse aux préoccupations soulevées.

LE PROCESSUS DE GESTION. La requête a été reçue en août 2011 et a été déclarée admissible pour la Phase de Consultation. Lors de l'étape de l'évaluation, les principales parties prenantes identifiées étaient OPAIN (agence d'exécution), l'Unité administrative spéciale de l'aéronautique civile (Aerocivil), les requérants et les deux Tables de dialogue aéroportuaires existantes : Fontibón et Engativá. En janvier 2013, les parties ont accepté l'inclusion de la Table de dialogue aéroportuaire de Funza dans le processus de dialogue en tant que partie prenante de premier plan.

Le dialogue a porté sur quatre axes thématiques : (a) la gestion de l'eau ; (b) la gestion des matériaux et des marchandises ; (c) le bruit et l'air ; et (d) la gestion sociale. Des résultats importants ont été obtenus sur les deux premiers axes thématiques, avec l'avis d'experts indépendants qui ont indiqué que la façon dont OPAIN gère ces points était conforme aux normes en vigueur et aux plans de gestion convenus avec la Banque.

En mars 2014, dans la mesure où certains facteurs empêchaient que les deux autres axes thématiques soient traités à la satisfaction des parties, le MICI a déterminé que le processus de la phase de consultation était terminé. À la suite de cette décision, les requérants ont demandé que la requête soit transférée à la Phase de Vérification de la Conformité et leur représentant a fait parvenir des informations complémentaires par rapport à la requête initiale. Après avoir effectué une analyse approfondie des informations complémentaires reçues, le Président du Panel de la vérification de la conformité a déterminé, en novembre 2014, que la requête était admissible pour la Phase de Vérification de la Conformité.

Projet Eolien Mareña Renovables (2644A/OC-ME)Pays : **MEXIQUE**Catégorie environnementale : **A**Statut : **OUVERT**Phase : **VÉRIFICATION DE LA CONFORMITÉ**Calendrier et documents publics du dossier : **REGISTRE PUBLIC ME-MICIO02-2012**

LE PROJET. Il s'agit d'une opération de prêt sans garantie souveraine approuvée en novembre 2011, pour un montant de 74,99 millions USD octroyé à Mareña Renovables Capital. Cette opération vise à soutenir la construction d'un parc éolien de 396 kW dans l'isthme de Tehuantepec, dans l'état d'Oaxaca, fournissant ainsi de l'énergie à l'entreprise Fomento Económico Mexicano S.A.B. de C.V. dans le cadre juridique mexicain d'auto-alimentation, et consiste à construire 132 éoliennes dotées d'autogénérateurs et une ligne de transmission de 52 km reliant le parc au réseau électrique.

LA REQUÊTE. M. Leonardo Crippa de l'organisation Indian Law Center a présenté une requête au MICI au nom des résidents des communautés autochtones de Santa María Xadani, San Mateo del Mar, Colonia Álvaro Obregón, San Francisco del Mar, San Dionisio del Mar, Juchitán de Zaragoza et Unión Hidalgo de l'Isthme de Tehuantepec, État d'Oaxaca, au Mexique, invoquant toute une série d'impacts, notamment : (i) l'absence de consultations publiques appropriées ; (ii) l'absence d'une évaluation adéquate des impacts environnementaux sur la faune de la zone avec par ailleurs des informations insuffisantes communiquées aux communautés sur les impacts attendus ; et (iii) des impacts négatifs sur le mode de vie des communautés et leur environnement de subsistance traditionnel, à savoir la pêche.

LE PROCESSUS DE GESTION. La Requête a été reçue en décembre 2012 et déclarée non admissible pour la Phase de Consultation en février 2013 en raison de l'existence d'une mesure conservatoire et du fait que l'une des parties ne souhaitait pas participer au processus de dialogue.

En mars 2013, le représentant des requérants a réitéré la demande faite au moment de présenter la requête afin qu'elle soit transférée à la Phase de Vérification de la Conformité. Après une analyse minutieuse du Président du Panel, la Requête a été déclarée admissible en septembre 2013, puisqu'il a conclu que le processus de mesure conservatoire ne constituait pas une procédure d'arbitrage ou judiciaire, et ne relevait donc pas des exclusions prévues à l'article 37(i) de la Politique de 2010 du MICI.

En 2014, le Panel a concentré ses efforts sur l'élaboration de la recommandation et des termes de référence pour mener à bien une Vérification de la Conformité, ce qui comprenait le processus de collecte des commentaires de la Direction et des Requérants. Cette recommandation et les termes de référence correspondants ont été examinés par le Conseil d'Administration et approuvés en décembre 2014, et c'est alors qu'a démarré l'étape d'investigation correspondante.

Programme d'expansion du Canal de Panama (2027/OC-PN)

Pays : **PANAMA**

Catégorie environnementale : **A**

Statut : **OUVERT**

Phase: **VÉRIFICATION DE LA CONFORMITÉ**

Calendrier et documents publics du dossier : **REGISTRE PUBLIC PN-MIC1002-2011**

LE PROJET. Cette opération de prêt sans garantie souveraine, octroyé à l'Autorité du Canal de Panama, a été approuvée en octobre 2008 pour un montant de 400 millions USD en tant que financement partiel du programme d'expansion du Canal qui comprend quatre volets : (i) la construction d'un troisième ensemble d'écluses et de lagunes d'eau de chaque côté du Canal : Atlantique et Pacifique ; (ii) l'augmentation de la profondeur des entrées Pacifique et Atlantique du Canal ; (iii) l'augmentation de la profondeur et du débit des canaux de navigation du Lac Gatún et l'approfondissement du Corte Gaillard. Le projet répond à la demande croissante de services et aux limites de capacité du Canal en termes de tonnage et de capacité de gestion compte tenu de la taille des navires post-Panamax.

LA REQUÊTE. Mme Leila Shelton-Louhi, Directrice du Comité de Défense du lac Gatún a présenté une requête au MICI en son propre nom et au nom de la coalition des organisations non gouvernementales connue sous le nom de Alianza Pro Panamá (les requérants). La Requête présentait, entre autres, les allégations suivantes : (a) manque de transparence, divulgation incomplète de l'information et présentation incorrecte des faits relatifs au projet à la communauté locale et internationale ; (b) possibilité que l'expansion du Canal de Panama génère une plus grande avancée d'eau salée dans le bassin du Canal de Panama, causant ainsi des dommages pour la biodiversité ; (c) absence de prise en compte des risques et des mesures d'atténuation appropriées concernant une faille sismique importante qui menace l'extrémité du Canal dans l'océan Pacifique ; et (d) insuffisance potentielle des ressources en eau pour l'exploitation de l'expansion du Canal de façon efficace et durable.

LE PROCESSUS DE GESTION. La Requête reçue en octobre 2011 a été déclarée admissible pour la Phase de Consultation. Toutefois, l'agence d'exécution, l'Autorité du Canal de Panama, a déclaré ne pas être en mesure de participer à un processus de dialogue. De ce fait, dans la mesure où un dialogue entre les parties n'était pas possible, en juin 2012 le MICI a déclaré close la Phase de Consultation.

Les Requérants ont demandé que le dossier soit transféré à la Phase de Vérification de la conformité et, en septembre 2012, la requête a été déclarée admissible. Par la suite, en septembre 2013, la recommandation et les termes de référence pour une Vérification de la Conformité, soumis au Conseil d'Administration pour examen ont été adoptés, ce qui a marqué le début du processus d'investigation.

Étant donné que l'expansion du Canal de Panama bénéficie aussi du financement d'autres banques multilatérales de développement auprès desquelles les requérants ont également présenté des réclamations, l'investigation du MICI a été menée en étroite collaboration avec les Mécanismes de reddition de comptes de la Banque Européenne d'Investissement et de la Banque Japonaise de Coopération Internationale. Le Panel procède actuellement à la préparation du Rapport de Vérification de la Conformité.

TRAITEMENT DES DIFFÉRENTS CAS : DOSSIERS CLOS

7 requêtes traitées en 2014 ont été closes au cours de la même année



Programme de sécurité routière et de mobilité urbaine de AUSA (3183A/OC-AR-1)Pays : **ARGENTINE**Catégorie environnementale : **A**Statut : **CLOS**Phase: **VÉRIFICATION DE LA CONFORMITÉ**Calendrier et documents publics du dossier : **REGISTRE PUBLIC MICI-AR-2014-081**

LE PROJET. Cette opération de prêt sans garantie souveraine accordé à Autopistas Urbanas S.A. (AUSA), a été approuvée en juin 2014 pour un montant de 130 millions USD. Ce programme consiste à exécuter un plan pluriannuel d'investissements (2013-2016) et vise à améliorer la sécurité routière dans la ville de Buenos Aires. Ces investissements permettront d'appuyer une série de travaux de génie civil pour améliorer des intersections critiques à Buenos Aires, ainsi que l'adoption et le renforcement de mesures de sécurité pour les autoroutes surélevées afin que les conditions de sécurité et de flux de circulation soient meilleures.

LA REQUÊTE. M. Pedro Barragán a envoyé une Requête qui stipule que la mise en œuvre du projet augmentera l'impact des nuisances sonores qu'il subit depuis 11 ans étant donné qu'il réside dans un immeuble à proximité d'une autoroute dans la ville de Buenos Aires. M. Barragán affirme que le bruit dépasse le maximum tolérable défini par l'Organisation Mondiale de la Santé. En outre, le requérant a informé le MICI et la Direction de la conception d'une nouvelle voie au centre de l'autoroute pour la circulation des transports en commun (Metrobús) qui serait mise en œuvre sans l'évaluation nécessaire de l'impact environnemental que cela générerait.

LE PROCESSUS DE GESTION. La Requête reçue en août 2014 a été déclarée non admissible pour la Phase de Consultation en octobre de la même année du fait qu'il existait des affaires judiciaires en cours liées à la question soulevée dans la requête et que le programme de la BID ne prévoyait pas à ce stade de financement pour la construction d'une voie pour la circulation du Métrobus sur l'autoroute à proximité du domicile du requérant, motif de préoccupation quant à des préjudices supplémentaires potentiels.

En novembre 2014, la requête a été transférée à la Phase de Vérification de la Conformité, à la demande du Requérant, et a été déclarée non admissible du fait que les préoccupations exprimées par le requérant n'étaient pas liées à des actions ou des activités relatives à une opération financée par la Banque. Suite à cette décision, le MICI a clos ce dossier.

Programme d'amélioration du tronçon Santa Bárbara-Rurrenabaque du Corridor Nord (1833/SF-BO)

 Pays : **BOLIVIE**

 Statut : **CLOS**

 Catégorie environnementale : **B**

 Phase: **VÉRIFICATION DE LA CONFORMITÉ**

 Calendrier et documents publics du dossier : **REGISTRE PUBLIC BO-MICI001-2011**

LE PROJET. Cette opération de prêt avec garantie souveraine a été approuvée en décembre 2006 pour un montant de 120 millions USD dans le but de faciliter l'intégration nationale, en particulier entre les départements de Beni et de La Paz, facilitant ainsi l'accès à Rurrenabaque. Cette opération fait partie d'un programme élargi appelé le Corridor Nord, qui vise à relier à la fois La Paz et Guayaramerín à la frontière avec le Brésil et La Paz et Cobija, la capitale du Département de Pando, et à démarrer le circuit la Paz-Trinidad-Santa Cruz-La Paz. Ce programme est considéré comme une priorité dans le cadre de l'initiative pour l'Intégration de l'Infrastructure Régionale en Amérique du Sud (IIRSA), car il fait partie de l'axe stratégique Río Branco-Cobija-Riberalta-Yucumo-La Paz et est considéré comme l'un des projets d'ancrage de l'axe d'intégration Pérou-Brésil-Bolivie.

LA REQUÊTE. Le Foro Boliviano sobre Medio Ambiente y Desarrollo (FOBOMADE) a déposé une Requête au nom de différents groupes de citoyens boliviens relative aux plans de construction d'un pont entre Rurrenabaque (département de Beni) et San Buenaventura (département de La Paz). Cette requête affirme que la construction du pont à l'emplacement prévu et surtout ses voies d'accès, pourrait occasionner un impact environnemental et social négatif considérable pour les populations des deux départements. Elle souligne également que la façon dont l'agence d'exécution, Administradora Boliviana de Carreteras (ABC), a géré l'information et mené les consultations publiques était inadéquate dans la mesure où elle n'incluait pas d'analyse d'autres options.

LE PROCESSUS DE GESTION. La Requête a été reçue en février 2011 et a été déclarée admissible pour la phase de consultation en avril de la même année. Le dialogue entre les parties s'est poursuivi jusqu'à ce que, en janvier 2013, le Gouvernement de la Bolivie a informé le représentant de la BID de sa décision de réaffecter les fonds du prêt 1833/SF-BO précédemment alloués à la construction du pont Rurrenabaque-San Buenaventura. En mars 2013, la Direction de la BID a officiellement notifié le MICI que, compte tenu de la décision du gouvernement, désormais la Banque ne financerait pas la construction du pont ni d'études des différentes options pour son emplacement, et de ce fait la Phase de Consultation a pris fin. Les Requéérants ont demandé que leur requête soit examinée pour une Phase de Vérification de la Conformité et, en octobre 2013, le Président du Panel a déclaré la requête admissible pour cette phase.

À la fin de 2014, le Panel a présenté la recommandation et les termes de référence pour une Vérification de la Conformité au Conseil d'Administration pour examen. Dans la mesure où la construction du pont, motif de la requête, n'était pas financée par la Banque et qu'il n'y avait donc pas matière à ouvrir une investigation concernant le respect ou non-respect par la Banque de ses propres Politiques Opérationnelles pertinentes, le Conseil d'Administration a décidé ne pas d'autoriser le démarrage de l'investigation proposée. Ainsi le MICI a clos la Requête.

Programme de valorisation socio-environnementale de la Serra do Mar et du Système de mosaïques de la Mata Atlântica (2376/OC-BR)

Pays : **BRÉSIL**

Statut : **CLOS**

Catégorie environnementale : **A**

Phase: **VÉRIFICATION DE LA CONFORMITÉ**

Calendrier et documents publics du dossier: **REGISTRE PUBLIC BR-MICI001-2010**

LE PROJET. Il s'agit d'une opération de prêt avec garantie souveraine approuvée en septembre 2010 pour un montant de 162,5 millions USD, qui a pour but de promouvoir la conservation, l'utilisation durable et la réhabilitation environnementale de la Serra do Mar, du territoire de Juréia-Itatins et des unités de conservation marine et de leurs environnements, dans l'État de São Paulo. En particulier, le programme vise à : (i) améliorer la protection des unités bénéficiaires, en réhabilitant les zones dégradées par l'occupation illégale et d'autres facteurs connexes, notamment avec la création d'un jardin botanique et à améliorer les capacités de gestion de ces unités ; (ii) réduire l'impact pour les populations à l'intérieur de ces zones et à proximité du Parc d'état Serra do Mar, en réinstallant les populations vivant dans les zones à plus fort impact vers des zones choisies d'un commun accord avec les populations réinstallées, en améliorant les services urbains des zones qui peuvent être consolidées, en modifiant les limites du parc lorsque cela est nécessaire ; et (iii) améliorer le système de suivi et de contrôle des unités.

LA REQUÊTE. M. Plinio Melo, au nom d'une organisation non gouvernementale brésilienne appelée Mongue, Proteção ao Sistema Costeiro a présenté une Requête à l'ancien Mécanisme Indépendant d'Investigation, qui comprenait des observations et des plaintes concernant le remplacement du système de protection de l'environnement en vigueur dans la zone du projet par une « approche en mosaïque », aux termes de laquelle des unités de conservation spéciales et délimitées sont protégées au lieu d'une grande zone contiguë de conservation. Le Requérant jugeait préoccupante en particulier la création proposée de ces unités spéciales, les questions de réinstallation involontaire, ainsi que les modifications du régime de conservation de la station écologique de Juréia-Itatins.

LE PROCESSUS DE GESTION. La Requête a été reçue en mai 2010 et après une analyse exhaustive de la réclamation soumise, elle a été déclarée non admissible pour la Phase de Consultation et transférée à la Phase de Vérification de la Conformité, comme l'avait demandé le Requérant, où elle a été déclarée admissible. En 2013 le Panel a présenté une recommandation et des termes de référence pour une Vérification de la Conformité au Conseil d'Administration qui a demandé quelques éclaircissements au Panel, suite à quoi le document lui serait de nouveau soumis.

En 2014, le Panel a continué à traiter ce dossier, ayant préparé une version révisée de la recommandation qui comprenait les résultats d'une réévaluation des événements survenus tout au long du processus, y compris le fait que le requérant se soit désisté et l'existence d'affaires judiciaires en cours. Sur la base de ces faits, le Panel a recommandé de ne pas procéder à une Vérification de la Conformité à ce stade, ce qui a été accepté par le Conseil d'Administration en novembre 2014. En conséquence, le MICI a clos la Requête.

Programme de mobilité urbaine durable de Blumenau (2746/OC-BR)Pays : **BRÉSIL**Statut : **CLOS**Catégorie environnementale : **B**Phase: **VÉRIFICATION DE LA CONFORMITÉ**Calendrier et documents publics du dossier: **REGISTRE PUBLIC MICI-BR-2013-068**

LE PROJET. Il s'agit d'une opération de prêt avec garantie souveraine pour des travaux multiples, approuvée en juin 2012 pour un montant de 59 millions USD pour : (i) la réhabilitation et l'adaptation de ponts et de routes du réseau routier de base de la ville, y compris les voies de connexion transversales des principaux axes routiers, garantissant la mise en place de couloirs exclusifs pour le transport public durable ; (ii) la mise en œuvre des infrastructures de transport non motorisés (pistes cyclables et promenades publiques pour les piétons) ; et (iii) le renforcement de la Préfecture municipale de Blumenau (PMB) pour assurer l'élaboration d'une stratégie intégrée de transport durable.

LA REQUÊTE. La Requête, envoyée par des personnes qui ont demandé que leur identité soit tenue confidentielle, évoque des impacts pour la population résultant de la modification de l'emplacement d'un pont devant être financé dans le cadre du Programme. Selon les Requérants, le déplacement du pont entraînerait des impacts environnementaux, routiers et paysagers, entre autres. En outre les requérants font valoir qu'il n'y a pas eu d'études de l'impact environnemental pour le nouvel emplacement, et que les processus d'appel d'offres sont entachés d'irrégularités.

LE PROCESSUS DE GESTION. La Requête a été reçue en août 2013 et déclarée non admissible pour la Phase de Consultation, dans la mesure où les Requérants n'ont manifesté aucun intérêt pour un processus de dialogue et où, d'emblée c'est un processus d'investigation dans le cadre d'une Vérification de la Conformité qui avait été demandé. Par conséquent, la Requête a été transférée au Président du Panel aux fins de détermination de l'admissibilité, et celle-ci a jugé la Requête non admissible du fait que les actions ou activités alléguées dans la Requête n'étaient pas liées à des opérations financées par la Banque ni régies par les Politiques Opérationnelles pertinentes de la Banque au moment de la détermination.

Projet de drainage, de routes, d'eau et d'assainissement dans les zones de faible altitude de Belém (649/OC-BR)

Pays : **BRÉSIL**

Catégorie environnementale : **A**

Statut : **CLOS**

Phase : **CONSULTATION**

Calendrier et documents publics du dossier: **REGISTRE PUBLIC MICI-BR-2013-076**

LE PROJET. Cette opération de prêt avec garantie souveraine a été approuvée en novembre 1991, pour un montant de 145 millions USD. Le projet prévoyait l'assainissement environnemental du bassin versant du fleuve Una de la ville de Belém, État de Pará, par le biais de l'exécution de travaux de drainage, d'assainissement et d'infrastructure de routes et de canaux, y compris leur entretien.

LA REQUÊTE. Les Requérants, qui ont demandé que leur identité reste confidentielle, décrivent les préjudices subis par la population dans la zone du bassin versant du fleuve Una causés par des inondations constantes depuis 2005. Les requérants mentionnent le manque d'entretien des travaux d'infrastructure financés par des fonds du projet, la non-réalisation des travaux complémentaires prévus dans le cadre de ce projet, et l'inefficacité de l'agence civile de contrôle. La Requête indique en outre que la situation s'aggrave à mesure que les infrastructures se dégradent.

LE PROCESSUS DE GESTION. La Requête reçue en décembre 2013 a été déclarée non admissible pour la Phase de Consultation en mars 2014, du fait qu'elle ne remplit pas certains critères d'admissibilité, y compris un contact préalable avec la Direction, et parce que cette requête a été présentée plus de vingt-quatre (24) mois après le dernier décaissement (le dernier décaissement du projet avait eu lieu le 31 décembre 2004).

À la demande des Requérants, la Requête a été transférée à la Phase de Vérification de la Conformité où, après un examen, le Président du Panel l'a déclarée non admissible, aux termes de l'exclusion liée aux requêtes reçues plus de 24 mois après le dernier décaissement.

Programme de Mobilité Urbaine Durable de Blumenau (2746/OC-BR)Pays : **BRÉSIL**Statut : **CLOS**Catégorie environnementale : **B**Phase : **VÉRIFICATION DE LA CONFORMITÉ**Calendrier et documents publics du dossier: **REGISTRE PUBLIC MICI-BR-2014-078**

LE PROJET. Il s'agit d'une opération de prêt pour des travaux multiples avec garantie souveraine, approuvée en juin 2012 pour un montant de 59 millions USD pour : (i) la réhabilitation et l'adaptation de ponts et de routes du réseau routier de base de la ville, y compris les voies de connexion transversales des principaux axes routiers, garantissant la mise en place de couloirs exclusifs pour le transport public durable ; (ii) la mise en œuvre des infrastructures de transport non motorisés (pistes cyclables et promenades publiques pour les piétons) ; et (iii) le renforcement de la Préfecture municipale de Blumenau (PMB) pour assurer l'élaboration d'une stratégie intégrée de transport durable.

LA REQUÊTE. M. Rodolfo Souza, au nom de 800 habitants du quartier de Ponta Aguda à Blumenau, Santa Catarina, Brésil, a envoyé une Requête présentant un certain nombre de préoccupations relatives au déplacement potentiel d'un pont devant être construit avec des fonds du projet. Parmi les préoccupations, la Requête mentionne le manque d'informations en temps opportun concernant le nouvel emplacement prévu et les réponses évasives sur la configuration future du transit, ainsi que l'absence de proposition définitive sur ce point.

La Requête précise également que l'emplacement proposé générerait un volume de circulation routière incompatible avec la zone ; un impact sur l'urbanisme du quartier et une augmentation de la pollution dans la zone. Elle note aussi l'absence d'études techniques sur les risques d'inondation qui va générer la nouvelle conception du pont -qui comprend des piliers- et demande à la BID de ne pas accepter le déplacement du pont jusqu'à ce que soient menées des enquêtes permettant aux communautés d'obtenir plus d'informations concernant le changement d'emplacement et les risques potentiels qui en découleraient, ainsi que sur les engagements que prendrait la Préfecture.

LE PROCESSUS DE GESTION. La Requête a été reçue en mars 2014, et après avoir analysé une série d'informations reçues à l'appui de la requête initiale, le Comité de détermination de l'admissibilité l'a déclarée non admissible pour la Phase de Consultation, étant donné que les Requêteurs avaient indiqué leur volonté de ne pas participer à une Phase de consultation, préférant une investigation dans le cadre d'une Vérification de la Conformité.

En conséquence, la Requête a été transférée à la Phase de Vérification de la Conformité où, en mai 2014, elle a été déclarée non admissible du fait que le pont ne faisait pas partie du Programme financé par la BID à ce stade.

Etileno XXI (2718B/OC-ME)Pays : **MEXIQUE**Statut : **CLOS**Catégorie environnementale : **A`**Phase : **VÉRIFICATION DE LA CONFORMITÉ**Calendrier et documents publics du dossier: **REGISTRE PUBLIC MICI-ME-2014-080**

LE PROJET. Il s'agit d'une opération sans garantie souveraine destinée à Braskem IDESA S.A.P.I., approuvée en avril 2012, pour un montant de 300 millions USD pour la construction et l'exploitation d'un complexe pétrochimique intégré composé d'une usine d'éthanol et de trois usines de polymérisation d'une capacité nominale de 1 000 kilo-tonnes de polyéthylène (PE) par an qui utilise l'éthanol comme matière première (Etileno XXI ou le projet). Le projet sera situé dans la ville de Coatzacoalcos, dans l'État de Veracruz, au Mexique. Éthylène XXI contribuera à combler l'écart entre la production locale de PE au Mexique et la demande (le Mexique importe actuellement environ 61 % de ses besoins en PE).

LA REQUÊTE. La Requête, envoyée par une personne qui a demandé que son identité demeure confidentielle, invoque des impacts potentiels pour sa santé et ses finances qui auraient été causés par les conditions auxquelles cette personne a été exposée sur son lieu de travail et qui ont conduit la requérante à renoncer à son travail.

LE PROCESSUS DE GESTION. Après avoir analysé la Requête originale (reçue en avril 2014), les communications écrites et la documentation du projet pertinente, le Comité de Détermination de l'Admissibilité de la Phase de Consultation l'a déclarée non admissible étant donné que la Requérante n'avait pas fait valoir de façon raisonnable que cet impact était dû à une action ou une omission de la Banque en violation d'une ou plusieurs Politiques Opérationnelles pertinentes. La Requérante avait même affirmé dans ces communications qu'elle ne considérait pas que l'entreprise ou la Banque aient été responsables de l'impact subi, dans la mesure où c'est elle qui avait pris la décision de renoncer à son emploi compte tenu de l'attitude intolérante de son supérieur hiérarchique. La Requérante a également déclaré comprendre que l'entreprise avait rempli ses obligations par rapport aux droits du travail puisqu'elle lui avait réglé son solde.

Avant que la demande n'ait été transférée à la Phase de Vérification de la Conformité, la Requérante a décidé de se retirer du processus dans la mesure où elle avait compris que les préoccupations soulevées dans la requête ne correspondaient pas à une violation de la Politique de la part de la Banque, ni au mandat du Mécanisme. Compte tenu de ce qui précède, le dossier a été clos.



4 2014 - EN CONTACT

ACTIVITÉS D'EXTENSION ET DE FORMATION

Même en période de transition, le MICI s'est attaché à promouvoir l'accès au Mécanisme au moyen de diverses activités avec la société civile. Au cours de l'année, le MICI a participé à des séminaires, présentations et réunions informelles avec les différents représentants de la société civile dans la région.

PARTICIPATION À DES ÉVÉNEMENTS EXTÉRIEURS

- 🌿 Réunion avec le Panel d'Inspection de la Banque mondiale à Washington, D.C.
- 🌿 Rencontre avec les représentants de la société civile de l'Argentine, des États-Unis et du Pérou, Washington, D.C.
- 🌿 Colloque « Responsabilisation dans les finances : partager des expériences et des principes communs », Zwolle, Pays-Bas
- 🌿 Présentation au Groupe Consultatif de la société civile du Costa Rica (VDC)
- 🌿 Colloque ouvert sur les pratiques des Mécanismes de reddition de comptes, Londres, Angleterre
- 🌿 11e Réunion annuelle des Mécanismes de reddition de comptes à Londres, Angleterre
- 🌿 Dialogue interactif sur la réinstallation involontaire au Brésil, Washington, D.C.
- 🌿 Table ronde société civile « Tirer les enseignements de notre expérience partagée », Londres, Angleterre
- 🌿 IVe Forum des Groupes Consultatifs de la société civile des Caraïbes et de la BID à Paramaribo, Suriname
- 🌿 XIVe Réunion BID-société civile à Managua, Nicaragua

Au cours de cette même période, le MICI a favorisé une meilleure compréhension des objectifs du Mécanisme au sein du personnel de la Banque en organisant des séances d'information destinées aux Administrateurs, à la Haute Direction et aux équipes chargées des projets.

ACTIONS DE SENSIBILISATION AU SEIN DE LA BANQUE

- 🌿 Séminaire d'orientation pour les nouveaux employés et membres du Conseil d'Administration
- 🌿 Séminaire d'orientation pour les stagiaires d'été
- 🌿 Atelier d'introduction pour les nouveaux Administrateurs, Administrateurs suppléants et Conseillers de la BID et de la SII
- 🌿 Réunion informelle avec l'Unité des Sauvegardes Environnementales et Sociales sur la Politique de Réinstallation Involontaire

LA CONSULTATION PUBLIQUE

Dans le cadre du processus de révision de la Politique du MICI, du 1^{er} août au 15 septembre 2014 la deuxième étape de la consultation publique a eu lieu. Cette deuxième étape de consultation publique a fait appel à un processus virtuel et s'est attachée à obtenir des commentaires concernant la Politique proposée par voie électronique pendant une période de 45 jours.

La promotion de la consultation publique s'est poursuivie pendant toute la période au cours de laquelle le processus était ouvert et elle s'est appuyée sur toute une série d'actions de sensibilisation décrites ci-dessous.

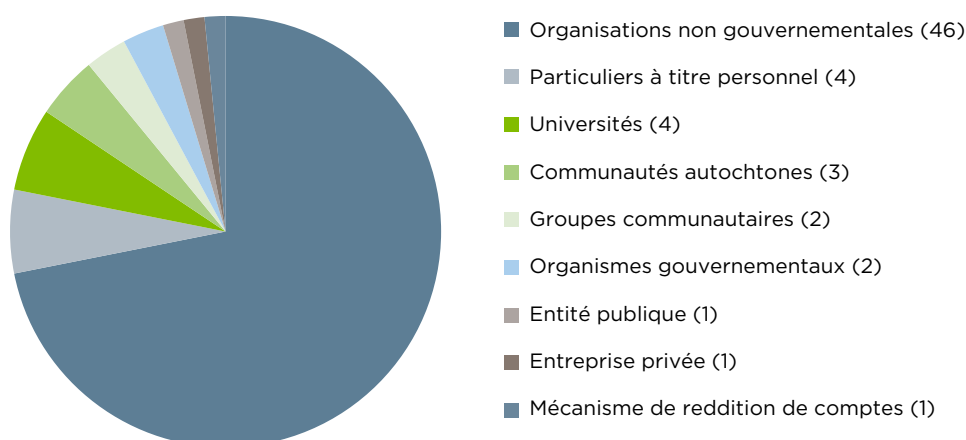
Actions de sensibilisation pour la promotion de la deuxième étape de consultation publique

Activité	Période/Date	Portée
Accès au processus au moyen des sites Web : BID-société civile (www.iadb.org/sociedadcivil) MICI (www.iadb.org/mici)	Du 1 ^{er} août au 15 septembre 2014	Page web société civile 638 accès (hits) Page web MICI 2.929 accès
Publication du processus sur la page Facebook de l'organisation	1 ^{er} août 2014	Non quantifié
Messages Twitter à partir du compte institutionnel de la BID	1 ^{er} août 2014	Non quantifié
Communiqué de presse Diffusion du communiqué de presse	1 ^{er} août 2014	Système de diffusion d'alertes électroniques à une base de 16.000 contacts
Communiqué de presse Publication sur la page d'accueil du site web de la Banque (www.iadb.org)	Du 1 ^{er} août au 15 septembre 2014	Non quantifié
Envoi des invitations par courrier électronique aux contacts des bases de données MICI et BID-société civile avec rappels hebdomadaires	Du 1 ^{er} août au 8 septembre 2014	Base de données de plus de 3.000 contacts
Publication du processus de consultation sur Google Ads	Du 1 ^{er} août au 15 septembre 2014	138.000 apparitions ayant généré plus 1.500 accès

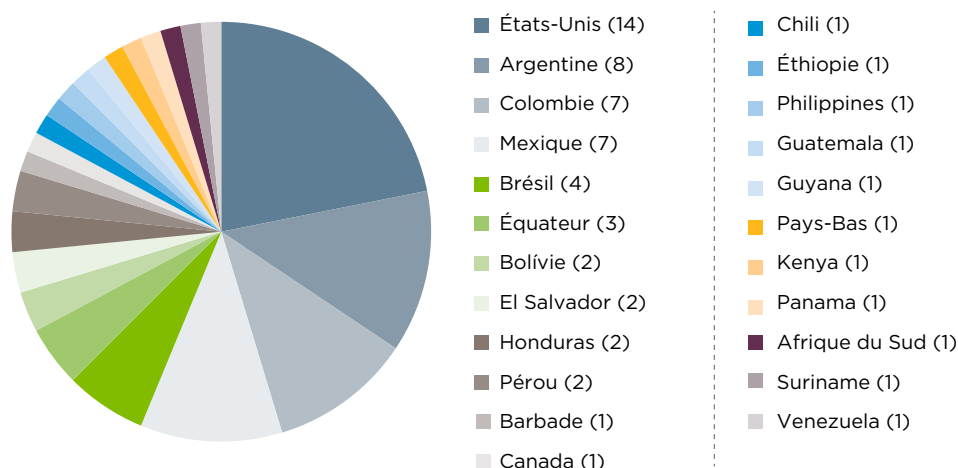
À l'issue de la deuxième phase de la consultation publique, un total de 42 commentaires avaient été reçus de la part du milieu universitaire, de communautés autochtones et locales et de particuliers à titre personnel, ainsi que d'organisations gouvernementales et non gouvernementales ; il y avait aussi des commentaires de la Direction de la Banque, du Bureau de l'Évaluation et de la Surveillance (OVE) et du MICI.

Les commentaires obtenus au cours de cette étape reflétaient les perspectives de 46 organisations non gouvernementales, 4 particuliers à titre personnel, 4 universités, 3 communautés autochtones, 2 groupes communautaires, 2 organismes gouvernementaux, 1 entité publique, 1 entreprise privée et 1 mécanisme de reddition de comptes, représentant 23 pays. Les graphiques montrent la répartition de la participation pour ce qui est de la personne ou de l'entité à l'origine du commentaire et de leur pays d'origine.

Participation en termes de personne/entité à l'origine du commentaire



Participation par pays d'origine



Le rapport sur le processus de consultation publique est disponible sur le site internet du MICI (www.iadb.org/mici) et comprend les résultats des deux phases mises en œuvre.

Venez voir ce qu'il ya de Nouveau










PERSPECTIVES FUTURES : LE NOUVEAU MICI À PARTIR DE 2015

Qui sommes-nous ?

Le Mécanisme Indépendant de Consultation et d'Investigation (MICI) a été créé en 2010 aux termes d'un mandat du Conseil d'Administration, auquel il fait rapport, afin de renforcer la reddition de comptes de la BID. Le MICI vise à être un instrument de dernier recours et un processus indépendant de la Direction pour mener des investigations sur les plaintes des requérants qui allèguent qu'un préjudice a été causé en raison du non-respect par la Banque de ses Politiques Opérationnelles pertinentes dans le cadre d'opérations financées par l'institution.

PARMI LES PRINCIPALES POLITIQUES OPÉRATIONNELLES ON PEUT CITER LES SUIVANTES :

-  Accès à l'information (OP-102)
-  Environnement et respect des mesures de sauvegarde (OP-703)
-  Gestion des risques de catastrophes OP-704)
-  Services publics résidentiels (OP- 708)
-  Réinstallation involontaire (OP-710)
-  Égalité de genre dans le développement (OP-761)
-  Populations autochtones (OP-765)

Le Directeur du MICI est le responsable en dernier ressort du fonctionnement du Mécanisme et il est sélectionné par le Conseil d'Administration de la Banque grâce à un processus compétitif ouvert, pour une durée maximale de deux mandats consécutifs de cinq ans chacun.

Comment travaillons-nous ?

Le MICI traite de manière impartiale et objective les plaintes présentées par des groupes de deux personnes ou plus (dénommées les requérants) qui considèrent qu'elles ont été affectées par des projets financés par la Banque ou le MIF dans le cadre desquels elles estiment que la Direction de la Banque n'a pas respecté les Politiques Opérationnelles pertinentes. Pour répondre à ces allégations, une fois l'analyse de la recevabilité réalisée, le MICI dispose de deux processus ou phases : Consultation et Vérification de la Conformité. Les Requérants, au moment de déposer leur Requête, déterminent s'ils souhaitent qu'elle soit traitée dans les deux phases ou seulement dans une phase.

Qui peut déposer une Requête ?

Le MICI reçoit des Requêtes présentées par deux personnes ou plus résidant dans le pays où est exécutée une opération financée par la Banque, dont elles considèrent qu'elle les affecte ou pourrait les affecter. Ces personnes sont appelées les Requérants.

- 🌿 Au moment de présenter la Requête, il est nécessaire d'inclure les noms complets et les coordonnées de chacun des Requérants.

Si les Requérants en décident ainsi, ils peuvent avoir un représentant qui soumet la Requête au MICI en leur nom. À cette fin, les informations suivantes doivent être fournies :

- 🌿 Nom et coordonnées de chacun des Requérants qu'il représente.
- 🌿 Une preuve écrite de son autorité pour Représenter les Requérants.

Le représentant n'est pas tenu de résider dans le pays où l'opération financée par la Banque est exécutée.

Requêtes anonymes

Le MICI n'accepte pas les Requêtes anonymes. Toutefois, il peut préserver la confidentialité de l'identité des Requérants si ceux-ci le demandent par crainte de représailles.

Si vous souhaitez que votre identité demeure confidentielle, il vous est suggéré d'inclure cette information dans votre requête.

Quelles informations doivent figurer dans la Requête ?

I. Les Requérants

Les Requérants sont les personnes directement affectées (ou qui pensent qu'elles seront affectées) par le projet.

- 🌿 Nom et adresse de chacune des personnes qui considère être affectée par l'opération financée par la Banque.
- 🌿 Moyen de contact pour le MICI : téléphone (fixe ou mobile) ; adresse électronique ; adresse postale des requérants.




II. Confidentialité

Le MICI peut protéger l'identité des Requérants si ceux-ci le souhaitent par crainte d'éventuelles représailles. Dans votre requête, vous pourrez indiquer :

- 🌿 Traitement confidentiel de vos noms, adresses ou coordonnées.
- 🌿 Raisons pour lesquelles vous demandez cette confidentialité.
- 🌿 Informations complémentaires que vous jugez utiles pour ce traitement confidentiel.



III. Le représentant

Si les Requérants décident de soumettre leur Requête par l'entremise d'un représentant, ils peuvent le faire et c'est lui qui sera le point de contact avec le MICI. Cependant, pour ce faire, les renseignements suivants seront nécessaires en plus de ceux de la section I :

-  Nom du représentant.
-  Coordonnées pour les communications avec le MICI.
-  Document signé par les requérants autorisant le représentant à agir en leur nom auprès du MICI.



IV. L'opération/le projet

Le MICI traite seulement des plaintes liées aux opérations financées par la BID et répondra plus rapidement si les Requérants peuvent inclure toutes les informations dont ils disposent au sujet du projet en question.

-  Description de l'opération ou du projet qui pourrait entraîner des préjudices pour les requérants. Si vous le connaissez, veuillez inclure le nom et le numéro du projet.
-  Pays et ville où le projet est exécuté.


V. Le préjudice

Le MICI traite les Requêtes concernant des allégations de préjudice occasionné aux requérants par une opération financée par la Banque suite au non-respect des **Politiques Opérationnelles Pertinentes**. Pour cela, il est très utile d'avoir une description détaillée de la part des Requérants des points suivants :

-  Description détaillée du préjudice qu'ils subissent ou pourraient subir en raison du projet.
-  Énoncé des raisons qui amènent à penser que la Banque est responsable de ce préjudice et, si vous le savez, la Politique ou les Politiques Opérationnelles qui sont considérées comme n'étant pas respectées.

VI. Contact avec la Direction de la BID

Le MICI est une instance de dernier ressort à laquelle on peut avoir recours une fois d'autres recours ont été épuisés. Cela signifie qu'avant d'accéder au MICI, les Requérants doivent s'être efforcés de contacter la Direction de la Banque et de faire connaître leur problème et la recherche d'une solution à ce problème. En tant que preuve, la Requête doit inclure :

-  Une description détaillée des efforts déployés pour contacter la Direction et, le cas échéant, une copie des communications envoyées et des réponses reçues.

VII. Les options pour le traitement des Requêtes

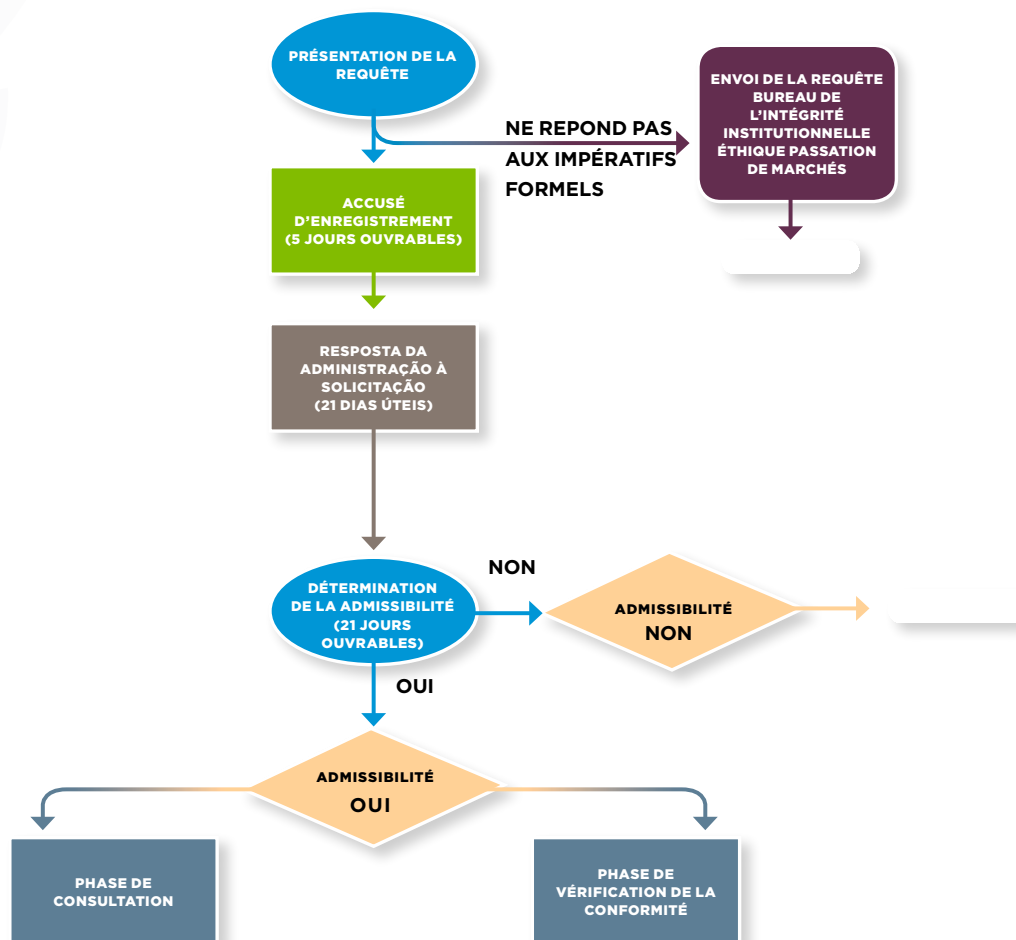
Les Requérants peuvent choisir un ou deux des processus possibles (Phase de Consultation et Phase de Vérification de la Conformité) dont dispose le MICI, en fonction des objectifs recherchés. Cette décision devra être notifiée au moment de présenter la Requête.

Les options dont disposent les requérants sont les suivantes :

- 🌿 Phase de Consultation.
- 🌿 Phase de Vérification de la Conformité.
- 🌿 Phase de Consultation et Phase de Vérification de la Conformité.

En cas de doute, vous pouvez inclure dans la Requête une demande de renseignements supplémentaires sur la portée de chacune des Phases pour pouvoir prendre une décision.

Quelles sont les étapes du processus lorsque nous recevons une Requête ?



Étape 1. Réception de la Requête

Les Requérants ou leur représentant font parvenir la Requête au Directeur du MICI par voie électronique, postale ou par télécopie.

Étape 2. Enregistrement de la Requête

Dans un délai maximum de 5 jours ouvrables après la réception, le Directeur du MICI examine la requête et prend l'une des décisions suivantes :

Il contacte les requérants et leur accorde un délai de 10 jours ouvrables pour fournir les informations manquantes

Dans le cas où la requête présentée ne comprend pas tous les renseignements requis, le Directeur demande aux requérants de compléter la requête dans un délai de 10 jours ouvrables. Si les requérants ne parviennent pas à compléter les informations dans ce délai, le processus est clos, mais ils pourront déposer une nouvelle requête lorsqu'ils auront les informations manquantes.

Il n'enregistre pas la Requête et clôture le processus

Cette décision est prise si, à la suite de l'analyse préliminaire, la Requête est clairement liée à l'une des [exclusions](#).

Il enregistre la Requête et entame l'étape de l'admissibilité

Cette décision est prise si la Requête comprend toutes les informations nécessaires, se réfère au mandat du MICI et n'est clairement liée à aucune des exclusions.


Quelle que soit la décision, le MICI communique la décision aux Requérants, à la Direction, au Conseil d'Administration ; et au grand public par l'entremise du [Registre Public](#).

Étape 3. Admissibilité de la Requête

Au moment de l'enregistrement de la Requête, le Directeur du MICI envoie la Requête à la Direction pour que celle-ci, dans un délai maximal de 21 jours ouvrables, réponde par écrit au MICI aux questions soulevées dans la Requête.

Une fois la réponse de la Direction reçue, et dans un délai maximum de 21 jours, le Directeur du MICI analysera la Requête et toute la documentation pertinente et, sur la base des critères d'admissibilité énoncés dans la Politique du MICI, il déterminera si la Requête est admissible pour un processus MICI ou non.

 Si la requête est déclarée irrecevable, le processus est terminé.

 Si la requête est déclarée recevable, le Directeur du MICI transférera le dossier au Coordinateur de la phase pour laquelle les requérants ont opté au moment de présenter leur requête.

Qu'est-ce qui fait qu'une Requête est admissible pour le processus MICI ?

Une Requête sera déclarée admissible et son traitement pourra alors commencer dans l'une ou dans les deux phases dont dispose le MICI si elle répond aux critères suivants :

- La Requête est présentée par deux personnes ou plus qui considèrent qu'elles ont été affectées ou peuvent être affectées et qui résident dans le pays où est exécutée l'Opération financée par la Banque. Si la Requête est présentée par un représentant, il faut inclure l'identité des personnes au nom desquelles elle est présentée et joindre la preuve écrite du pouvoir de représentation.
- La Requête identifie clairement une Opération financée par la Banque qui a été approuvée par le Conseil d'Administration, le Président, ou le Comité des Donateurs.
- La Requête décrit le préjudice qui pourrait résulter du non-respect potentiel d'une ou plusieurs Politiques Opérationnelles pertinentes.
- La Requête décrit les efforts déployés par les Requêteurs pour traiter des questions soulevées dans la Requête avec la Direction et comprend une description des résultats de ces efforts, ou explique pourquoi il n'a pas été possible d'entrer en contact avec la Direction.
- Aucune des exclusions prévues dans la Politique ne s'applique.

EXCLUSIONS

La Politique du MICI détermine que ni la Phase de Consultation ni la Phase de Vérification de la Conformité ne pourront s'appliquer si, au moment d'évaluer l'admissibilité, un ou plusieurs des cas de figure suivants se présentent :

- La Requête porte sur des questions d'éthique ou de fraude, des actions spécifiques d'employés de la Banque, des questions non opérationnelles comme l'administration ou les finances internes, des allégations de pratiques de corruption et des décisions ou processus de passation de marchés ou de contrats ;
- La Requête est anonyme ou n'a clairement aucun fondement ;
- La Requête traite de questions spécifiques qui ont déjà été examinées par le MICI, à moins qu'il n'existe de nouvelles preuves ou circonstances qui n'étaient pas présentes lorsque la Requête initiale a été formulée ;
- La Requête traite de questions spécifiques qui font l'objet de procédures d'arbitrage ou judiciaires dans un pays membre de la BID ;
- La Requête porte sur des opérations qui n'ont pas encore été approuvées ; ou
- La Requête est présentée plus de 24 mois après le dernier décaissement dans le cadre du projet sur lequel elle porte.

Et une fois que la Requête est considérée comme admissible ?

Une fois que la Requête est déclarée admissible, le traitement de la phase correspondante démarre.

La Phase de Consultation commence lorsque les Requêteurs ont demandé seulement cette phase ou c'est cette phase qui intervient la première s'ils ont demandé les deux.

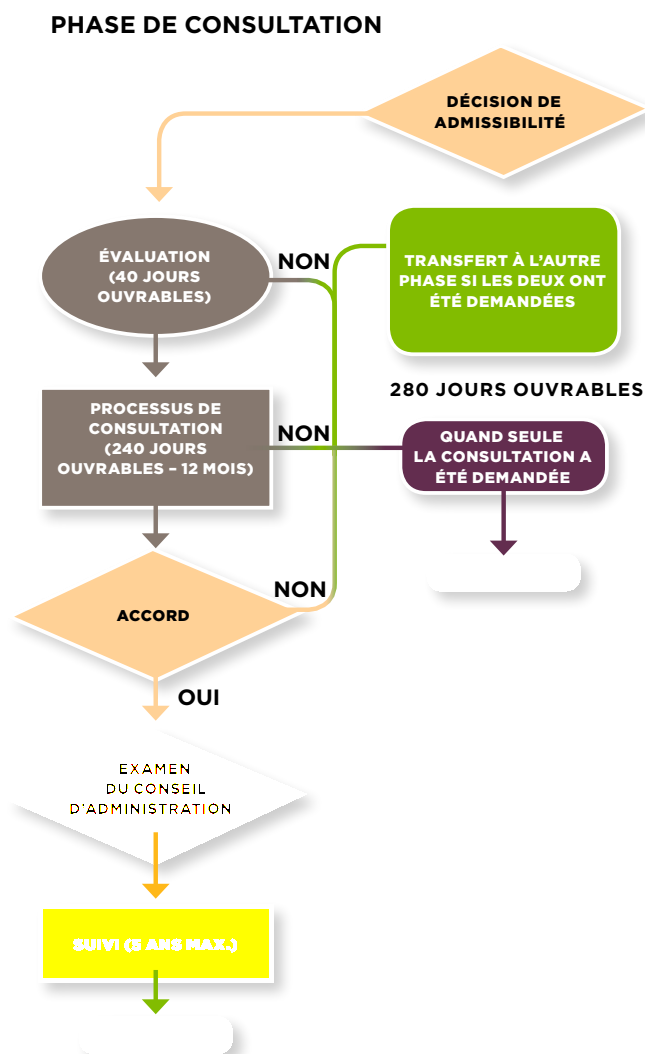
Qu'apporte la Phase de Consultation ?


Au cours de la Phase de Consultation, le MICI offre une opportunité aux Requêteurs, à la Direction de la Banque et aux Exécuteurs d'aborder les questions soulevées dans la Requête. La participation à la Phase de Consultation se fait sur une base volontaire et si les parties décident de la mener à bien, le MICI les aide à définir un processus collaboratif et souple qui leur permette de trouver des solutions ensemble. Lorsque les parties parviennent à un accord, le MICI assure le suivi du respect des termes de cet accord.

Quelles sont les étapes de la Phase de Consultation ?

Évaluation. Une fois que la Requête est déclarée admissible, le Coordinateur de la Phase de Consultation effectue une évaluation en vue de mieux comprendre les impacts évoqués par les requérants et leur lien avec le projet, ainsi que le non-respect potentiel des Politiques Opérationnelles de la Banque. Cette étape dure au maximum 40 jours ouvrables et, à l'issue de cette période, le MICI déterminera si un processus de consultation peut aider les parties à trouver une solution consensuelle et, dans l'affirmative, on inclura la méthodologie et le calendrier convenus par les parties pour mener à bien ce processus. La Phase de Consultation est considérée comme terminée si l'évaluation conclut que ce processus ne contribuera pas à une solution consensuelle ou si l'une des parties ne souhaite pas y participer.

Processus de Consultation. Cette étape dure un maximum de douze mois civils et le MICI facilitera le processus sur la base de la méthodologie et du calendrier convenus de concert par les parties afin de trouver des solutions et de parvenir à





un accord. La participation est volontaire et l'une ou l'autre partie peut se retirer du processus à n'importe quel moment. Si le MICI détermine que la partie qui se retire est essentielle pour le processus, la Phase de Consultation sera close.

Accord. Si les parties parviennent à un accord, le MICI travaillera avec elles pour définir le champ d'application, les actions et les engagements de l'accord, ainsi qu'un calendrier pour sa mise en œuvre. Pour faciliter l'application des accords obtenus, le MICI élaborera le cas échéant un plan de suivi qui inclura les autorités responsables du suivi et les moyens utilisés pour déterminer si les accords sont appliqués.

Suivi. Le MICI pourra assurer le suivi du respect des accords pendant la période jugée pertinente aux termes de l'accord jusqu'à un maximum de cinq ans à partir de la signature de cet accord.

Qu'apporte la Phase de Vérification de la Conformité ?

Lors de la Phase de Vérification de la Conformité, le MICI, par l'intermédiaire d'un panel indépendant, réalise une investigation liée au projet qui fait l'objet de la requête afin de déterminer si la Banque n'a pas respecté l'une quelconque de ses Politiques Opérationnelles pertinentes et a par conséquent occasionné le préjudice invoqué par les Requérants. La réalisation de l'enquête doit être approuvée par le Conseil d'Administration et le produit final de l'investigation est un rapport dans lequel sont présentées les constatations du Panel. C'est le Conseil d'Administration qui, sur cette base, détermine quelle décision ou action doit être prise compte tenu des résultats de l'investigation.

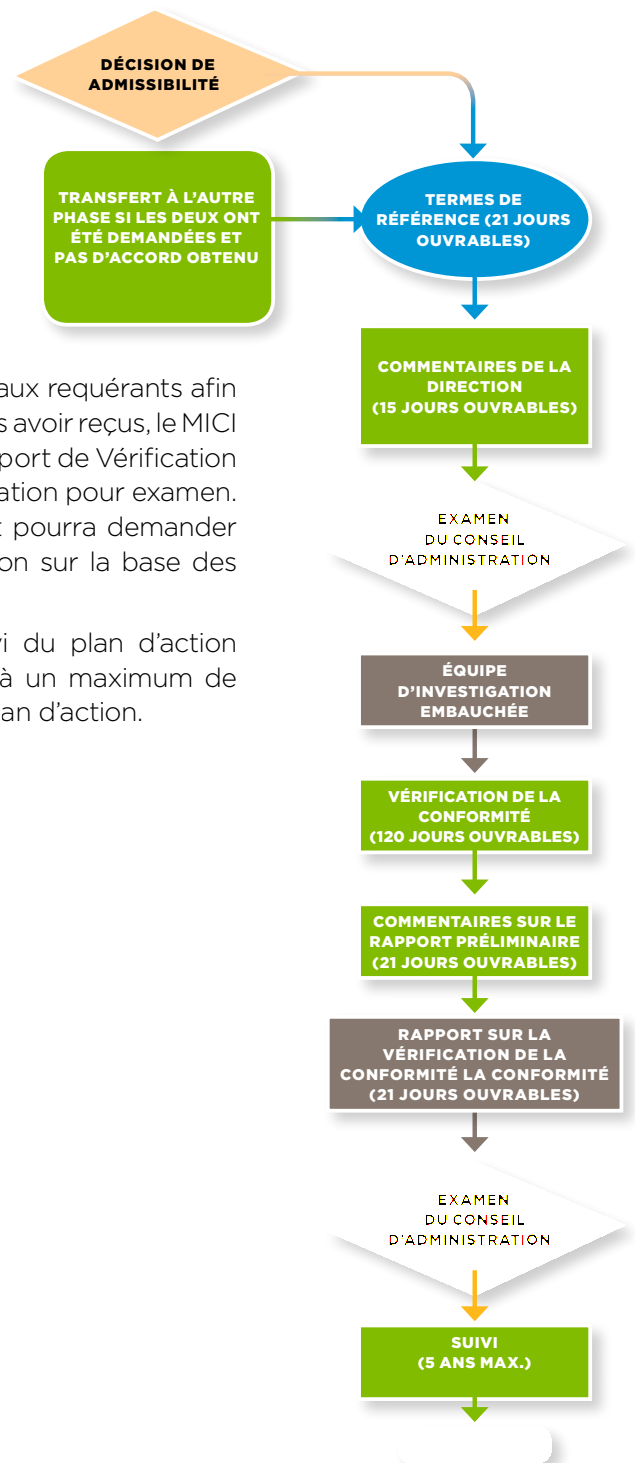
Quelles sont les étapes de la Phase de Vérification de la Conformité ?

Préparation des termes de référence. une fois que la Requête est déclarée admissible, ou est transférée à la Phase de Consultation, le Coordinateur de la Phase de Vérification de la Conformité dispose de 21 jours ouvrables pour préparer un projet de recommandation pour procéder à une Vérification de la Conformité et rédiger les termes de référence qui s'y rapportent. À la fin de cette période, le MICI publie un projet de texte afin de recueillir les commentaires de la Direction et des Requérants, qui auront 15 jours ouvrables pour présenter leurs observations par écrit. Une fois celles-ci reçues et analysées, le MICI pourra apporter des ajustements à la recommandation s'il le juge pertinent et enverra la recommandation et les termes de référence au Conseil d'Administration pour examen. Si le Conseil d'Administration autorise l'investigation, le processus se poursuit à cette étape, sinon le processus est clos.

Investigation. Une fois l'investigation autorisée, le MICI constitue le Panel d'Investigation avec le Coordinateur de la Phase de Vérification de la conformité et deux experts indépendants. L'investigation aura lieu conformément aux termes de référence approuvés et, à compter de la date où le Panel est constitué, le MICI dispose de six mois civils pour effectuer l'investigation et publier le projet de rapport. Le projet de rapport est envoyé à la Direction et aux requérants afin d'obtenir leurs commentaires, et après les avoir reçus, le MICI a 21 jours ouvrables pour envoyer le Rapport de Vérification de la Conformité au Conseil d'Administration pour examen. Le Conseil prendra la décision finale et pourra demander à la Direction d'élaborer un plan d'action sur la base des conclusions du rapport.

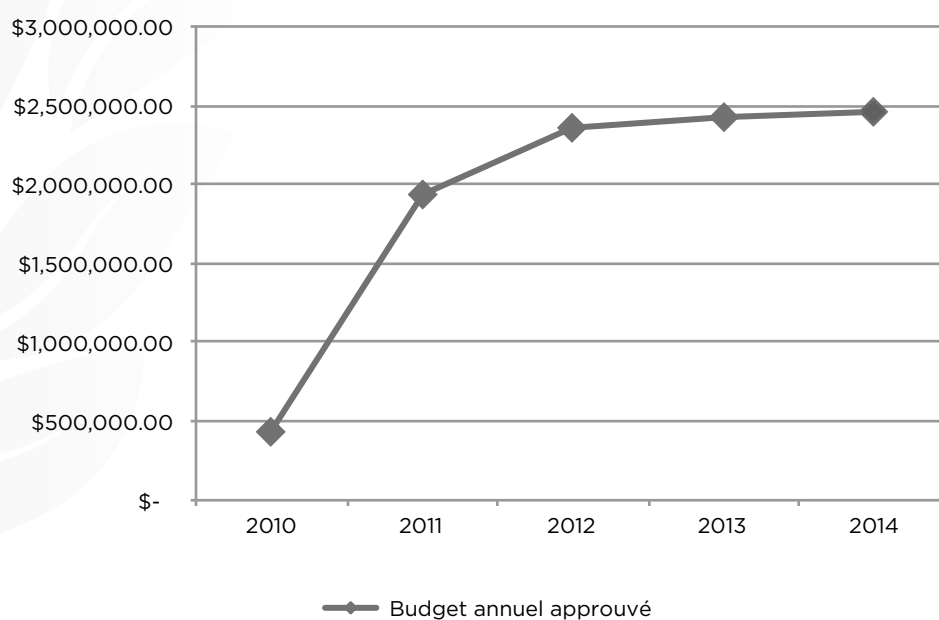
Suivi. Le MICI pourra assurer le suivi du plan d'action pendant une période pertinente jusqu'à un maximum de cinq ans à compter de la signature du plan d'action.

PHASE DE VÉRIFICATION DE LA CONFORMITÉ



6. ANNEXES

ANNEXE 1. EVOLUTION DU BUDGET DU MICI 2010-2014



2010	2011	2012	2013	2014
\$431.145	\$1.927.739	\$2.365.259	\$2.431.169	\$2.452.176

Note: Chiffres en dollars américains

ANNEXE 2. REQUÊTES REÇUES PENDANT LA PÉRIODE D'APPLICATION DE LA POLITIQUE DE 2010

	Numéro d'enregistrement de la Requête	Nom	Date de Réception	Phase	Statut
2010	MICI-PR-2010-001	Paraguay. Développement de l'industrie des produits dérivés de l'éponge végétale PR-MICI001-2010	Février 2010	Consultation	Clôturé
	MICI-PN-2010-002	Panama. Projet d'Energie Hydroélectrique Pando-Monte Lirio PN-MICI001-2010	Mars 2010	Consultation	Clôturé
				Vérification de la Conformité	Clôturé
	MICI-BR-2010-003	Brésil. Programme de Récupération Socio-Environnementale de la Serra do Mar et Systèmes de Mosaïque BR-MICI001-2010	Mai 2010	Consultation	Clôturé
				Vérification de la Conformité	Clôturé
	MICI-AR-2010-004	Argentine. Programme multiphase d'infrastructures de développement : appui à la production à Entre Ríos AR-MICI001-2010	Juin 2010	Consultation	Ouvert Suivi
	MICI-BR-2010-005	Brésil. Programme de d'assainissement du Bassin versant d'Estrada Nova (PROMABEN) BR-MICI002-2010	Octobre 2010	Consultation	Clôturé
	MICI-BR-2010-006	Brésil. Rodoanel Oeste	Octobre 2010	Non enregistrée	Faute de contact préalable avec la BID, il a été conseillé au requérant de s'adresser à l'Administration
	MICI-AR-2010-007	Argentine. Services agricoles provinciaux (PROSAP II) AR-MICI002-2010	Novembre 2010	Consultation	Clôturé
	MICI-PR-2010-008	Paraguay. Programme de modernisation des corridors d'autoroutes PR-MICI002-2010	Novembre 2010	Consultation	Clôturé
				Vérification de la Conformité	Clôturé
	MICI-AR-2010-009	Argentine. Programme d'amélioration de quartiers (PROMEBA II) AR-MICI003-2010	Novembre 2010	Consultation	Clôturé
	MICI-CR-2010-010	Costa Rica. Système d'interconnexion électrique pays d'Amérique Centrale (SIEPAC) CR-MICI001-2011	Décembre 2010	Consultation	Clôturé
				Vérification de la Conformité	Clôturé
	MICI-SU-2010-011	Suriname. Développement durable de l'Intérieur	Décembre 2010	Non enregistrée	Faute de contact préalable avec la BID, il a été conseillé au requérant de s'adresser à l'Administration

	Numéro d'enregistrement de la Requête	Nom	Date de Réception	Phase	Statut
2011	MICI-VE-2011-012	Venezuela. Kreadanza	Fevrier 2011	Non enregistrée	Ne relevant pas du mandat du MICI, transféré à l'unité pertinente de la BID
	MICI-BO-2011-013	Bolivie. Programme de modernisation de l'autoroute du corridor nord-Santa Bárbara-Rurrenabaque et San Buenaventura BO-MICI001-2011	Mars 2011	Consultation	Clôturé
				Vérification de la Conformité	Clôturé
	MICI-PN-2011-014	Panama. Elargissement du Canal de Panama	Mai 2011	Non enregistrée	Faute de contact préalable avec la BID, il a été conseillé au requérant de s'adresser à l'Administration
	MICI-BR-2011-015	Brésil. Rodoanel Mário Covas – Section nord BR-MICI003-2011	Mai 2011	Consultation	Clôturé
				Vérification de la Conformité	Clôturé
	MICI-AR-2011-016	Argentine. Programme National 700 écoles	Mai 2011	Non enregistrée	Ne relevant pas du mandat du MICI, transféré à l'unité pertinente de la BID
	MICI-ME-2011-017	Mexique. Termoeléctrica del Golfo ME-MICI001-2011	Juin 2011	Consultation	Clôturé
				Vérification de la Conformité	Clôturé
	MICI-CO-2011-018	Colombie. Programme de formation des chefs de famille	Juin 2011	Non enregistrée	Demande d'information
	MICI-BR-2011-019	Brésil. Programme d'amélioration des quartiers Habitar Brasil BR-MICI004-2011	Juin 2011	Consultation	Ouvert Suivi
	MICI-BR-2011-020	Brésil. Programme de restructuration urbaine de São José dos Campos BR-MICI006-2011	Juin 2011	Consultation	Ouvert
	MICI-CO-2011-021	Colombie. Projet de Construction de la déviation San Francisco-Mocoa-Phase I CO-MICI001-2011	Juillet 2011	Consultation	Clôturé
				Vérification de la Conformité	Clôturé
	MICI-BR-2011-022	Brésil. Rodoanel Mário Covas – Section Nord BR-MICI005-2011	Juillet 2011	Consultation	Clôturé
				Vérification de la Conformité	Clôturé
	MICI-CO-2011-023	Colombie. Aéroport International El Dorado CO-MICI002-2011	Aout 2011	Consultation	Clôturé
				Vérification de la Conformité	Ouvert
	MICI-BO-2011-024	Bolivie. Programme d'amélioration de la section Santa Bárbara-Rurrenabaque, Corridor Nord BO-MICI001-2011	Septembre 2011	Consultation et Vérification de la Conformité	Requête incorporée à la requête numéro 13
	MICI-CO-2011-025	Colombie. Alimentation en eau et assainissement en zones rurales	Septembre 2011	Non enregistrée	Faute de contact préalable avec la BID, il a été conseillé au requérant de s'adresser à l'Administration
	MICI-BR-2011-026-MICI-BR-2011-027-MICI-BR-2011-028	Brésil. Projet Rodoanel Mário Covas – Section Nord	Septembre 2011	Non enregistrée	Suite à la prise de contact les requérants n'ont plus répondu aux communications du Mécanisme
	MICI-CR-2011-029	Costa Rica. Programme de régularisation du cadastre et du registre de propriétés	Octobre 2011	Non enregistrée	Retire par le Requérant

	Numéro d'enregistrement de la Requête	Nom	Date de Réception	Phase	Statut
2011	MICI-CO-2011-030	Colombie. Systèmes stratégiques de transport public	Octobre 2011	Non enregistrée	Demande d'information
	MICI-PN-2011-031	Panama. Elargissement du Canal de Panama PN-MIC1002-2011	Octobre 2011	Consultation	Clos et transféré à la Vérification de la Conformité
				Vérification de la Conformité	Ouvert
	MICI-RD-2011-032	République Dominicaine. Boulevard Turístico del Atlántico	Octobre 2011	Non enregistrée	Ne relevant pas du mandat du MICI, transféré à l'unité pertinente de la BID
2012	MICI-AR-2011-033	Argentine. PROSAP	Octobre 2011	Non enregistrée	Faute de contact préalable avec la BID, il a été conseillé au requérant de s'adresser à l'Administration
	MICI-BR-2011-034	Brésil. Projet Rodoanel Mário Covas - Section Nord	Octobre 2011	Non enregistrée	Ne relevant pas du mandat du MICI, transféré à l'unité pertinente de la BID
	MICI-AR-2012-035	Argentine. Programme de gestion de la santé et de la qualité de l'alimentation et de l'agriculture AR-MIC1004-2012	Janvier 2012	Consultation	Clôturé
	MICI-CO-2012-036	Colombie. Programme de gestion de l'alimentation en eau et des eaux usées en zone rurale	Janvier 2012	Non enregistrée	Ne relevant pas du mandat du MICI, transféré à l'unité pertinente de la BID
	MICI-BO-2012-037	Bolivie. Préparation du Projet CRIAR	Janvier 2012	Non enregistrée	Ne relevant pas du mandat du MICI, transféré à l'unité pertinente de la BID
	MICI-BR-2012-038	Brésil. Programme d'assainissement du Bassin versant Estrada Nueva - PROMABEN	Février 2012	Non enregistrée	Demande d'information
	MICI-TT-2012-039	Trinidad et Tobago. CariSal Unlimited	Février 2012	Non enregistrée	Demande d'information
	MICI-BR-2012-040	Brésil. Programme d'Infrastructure Logistique de Santa Catarina	Avril 2012	Non enregistrée	Demande de contact avec l'Administration
	MICI-PE-2012-041	Pérou. Esquema Cajamarquilla, Nievería y Cerro Camote	Mai 2012	Non traité	Demande d'information
	MICI-PE-2012-042	Pérou. Esquema Cajamarquilla, Nievería y Cerro Camote	Juillet 2012	Non enregistrée	Demande d'information
	MICI-BR-2012-043	Brésil. Estrada Real -réseau de PME's secteur tourisme-Etat de Minas Gerais	Juillet 2012	Non enregistrée	Demande d'information
	MICI-CO-2012-044	Colombie. Projet de construction de la déviation San Francisco-Mocoa - Phase I	Juillet 2012	Non enregistrée	Ne relevant pas du mandat du MICI, transféré à l'unité pertinente de la BID
	MICI-CO-2012-045	Colombie. Système stratégique de Transport	Septembre 2012	Non enregistrée	Demande d'information
	MICI-ME-2012-046	Mexique. Projet éolien Mareña Renovables	Octobre 2012	Non enregistrée	Faute de contact préalable avec la BID, il a été conseillé au requérant de s'adresser à l'Administration
	MICI-UR-2012-047	Uruguay. Programme de Transport Urbain de Montevideo	Octobre 2012	Non enregistrée	Ne relevant pas du mandat du MICI, transféré à l'unité pertinente de la BID
	MICI-ME-2012-048	Mexique. Demande d'information à la Banque par l'Auditoria Superior de la Nación	Octobre 2012	Non enregistrée	Demande d'information
	MICI-BR-2012-049	Brésil. Rodoanel Mário Covas - Section Nord 2	Novembre 2012	Non enregistrée	Demande d'information
	MICI-AR-2012-050	Argentine. Infrastructure d'adduction d'eau: Programme de développement des Provinces de Norte Grande	Novembre 2012	Non enregistrée	Demande d'information
	MICI-HO-2012-051	Honduras. Populations indigènes et afro-honduriennes et changement climatique	Novembre 2012	Non enregistrée	Demande d'information

	Numéro d'enregistrement de la Requête	Nom	Date de Réception	Phase	Statut
2012	MICI-BR-2012-052	Brésil. Programme de restructuration Urbaine de São José dos Campos	Décembre 2012	Non enregistrée	Ne relevant pas du mandat du MICI, transféré à l'unité pertinente de la BID
	MICI-ME-2012-053	Mexique. Projet Éolien Mareña Renovables ME-MIC1002-2012	Décembre 2012	Consultation	Clôturé
				Vérification de la Conformité	Ouvert
	MICI-JA-2012-054	Jamaïque. Programme de Compétitivité agricole	Décembre 2012	Non enregistrée	Ne relevant pas du mandat du MICI, transféré à l'unité pertinente de la BID
2013	MICI-AR-2013-055	Argentine. Programme II d'amélioration des quartiers (PROMEBA II)	Janvier 2013	Non enregistrée	Ne relève pas du mandat du MICI
	MICI-CO-2013-056	Colombie. Projet de Construction de la déviation San Francisco-Mocoa	Fevrier 2013	Non enregistrée	Faute de contact préalable avec la BID, il a été conseillé au requérant de s'adresser à l'Administration
	MICI-TT-2013-057	Trinidad et Tobago. Programme de réhabilitation des infrastructures	Mars 2013	Non enregistrée	Ne relève pas du mandat du MICI
	MICI-PN-2013-058	Panama. Projet d'énergie hydroélectrique Pando-Monte Lirio	Avril 2013	Non enregistrée	Demande d'information
	MICI-ME- 2013-059	n/a	Mai 2013	Non enregistrée	Ne concerne pas une opération de la BID
	MICI-PN-2013-060	Panamá. Programme d'électrification rurale	Mai 2013	Non enregistrée	Ne relevant pas du mandat du MICI, transféré à l'unité pertinente de la BID
	MICI-AR-2013-061	Argentine. Programme de développement des Provinces du Norte Grande : eau et assainissement-Infrastructure	Juin 2013	Non enregistrée	Ne relevant pas du mandat du MICI, transféré à l'unité pertinente de la BID
	MICI-CO-2013-062	Colombie. Projet de Construction de la deviation San Francisco-Mocoa - Fase I	Juin 2013	Non enregistrée	Ne relevant pas du mandat du MICI, transféré à l'unité pertinente de la BID
	MICI-UR-2013-063	Uruguay. Programme de transport urbain -Montevideo	Juillet 2013	Non enregistrée	Ne relevant pas du mandat du MICI, transféré à l'unité pertinente de la BID
	MICI-XX- 2013-064	Concours BID-IDEAS	Juillet 2013	Non enregistrée	Ne relevant pas du mandat du MICI, transféré à l'unité pertinente de la BID
	MICI-AR-2013-065	Argentine. Programme de gestion urbaine environnementale durable du Bassin du fleuve Reconquista	Juillet 2013	Non enregistrée	Ne relevant pas du mandat du MICI, transféré à l'unité pertinente de la BID
	MICI-AR-2013-066	Argentine. Programme de gestion des déchets solides dans les municipalités touristiques	Aout 2013	Non enregistrée	Faute de contact préalable avec la BID, il a été conseillé au requérant de s'adresser à l'Administration
	MICI-EC-2013-067	Equateur. Modernisation du système national de registre civil et de cartes d'identité	Aout 2013	Non enregistrée	Demande d'information transférée au Centre d'Information
	MICI-BR-2013-068	Brésil. Programme de mobilité durable à Blumenau	Aout 2013	Consultation	Clôturé
				Vérification de la Conformité	Clôturé
	MICI-SU-2013-069	Suriname. Appui au développement durable de l'Intérieur	Octobre 2013	Consultation	Clôturé

	Numéro d'enregistrement de la Requête	Nom	Date de Réception	Phase	Statut
2013	MICI-AR-2013-070	Argentine. Programme de Gestion urbaine environnementale et durable du Bassin du fleuve Reconquista-Province de Buenos Aires	Octobre 2013	Consultation	Clôturé
	MICI-CO-2013-071	Colombie. District de Barranquilla – Amélioration intégrale des quartiers	Novembre 2013	Non enregistrée	Demande d'information
	MICI-TT-2013-072	Trinidad et Tobago. Appel d'offre Systèmes EDMS	Novembre 2013	Non enregistrée	Ne relevant pas du mandat du MICI, transféré à l'unité pertinente de la BID
	MICI-ME-2013-073	Mexique. Etileno XXI	Novembre 2013	Non enregistrée	Ne relevant pas du mandat du MICI, transféré a l'unité pertinente de la BID
	MICI-GY-2013-074	Guyana. Gestion des déchets solides- Georgetown	Décembre 2013	Non enregistrée	Ne relevant pas du mandat du MICI, transféré à l'unité pertinente de la BID
	MICI-GU-2013-075	Guatemala. Développement économique rural	Décembre 2013	Non enregistrée	Le requérant a demandé de suspendre le processus pendant ses discussions avec l'Administration
	MICI-BR-2013-076	Brésil. Drainage, assainissement et Routes- Belém	Décembre 2013	Consultation Vérification de la Conformité	Clôture Clôture
2014	MICI-HO-2014-077	Honduras. Préstamo a Cosporación Dinant S.A. de C.V.	Janvier 2014	Non enregistrée	Pas dans le mandat de MICI, transféré à la Société Interaméricaine d'Investissement (SII)
	MICI-BR-2014-078	Brésil. Programme de mobilité durable à Blumenau	Mars 2014	Consultation Vérification de la Conformité	Clôture Clôture
	MICI-BO-2014-079	Bolivie. Programme de Drainage à La Paz II	Mars 2014	Consultation Vérification de la Conformité	Clôture Ouvert
	MICI-ME-2014-080	Mexique. Etileno XXI	Mai 2014	Consultation	Clôture
	MICI-AR-2014-081	Argentine. Sécurité Routière et Programme de Mobilité Urbaine	Août 2014	Consultation Vérification de la Conformité	Clôture Clôture
	MICI-BR-2014-082	Brésil. Développement Urban Intégré et Programme d'Intégration Sociale de Aracaju	Août 2014	Non enregistrée	Clôture
	MICI-BR-2014-083	Brésil. Programme de d'assainissement du Bassin versant d'Estrada Nova (PROMABEN)	Septembre 2014	Non enregistrée	Clôture





Banque interaméricaine de développement

1300 New York Ave., N.W.

Washington, D.C. 20577, USA

Tel. (202) 623-3952

Fax: (202) 312-4057

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter

le Directeur de le MICI

Email: mecanismo@iadb.org

www.iadb.org/mici

